

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 20 New York : Tel : (718) 812-2820 ; • Montréal (514) 321-6434 ; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 18 - 25 mai 2022

TRÈVE DES GANGS, LES ATTAQUES DIRIGÉES SUR LES COMMUNAUTÉS Croix-des-Bouquets et Pernier à la merci de leurs malfrats résidents

400 Mawozo et Vitelhomme encore à l'attaque... Plus de 148 personnes tuées...

Par Léo Joseph

En dépit du lourd bilan des dégâts, en vies humaines, biens matériels et maisons détruites

causé par la guerre des gangs armés, au Nord de Port-au-Prince, fin avril-début mai, aucune mesure n'a été prise véritablement pour prévenir de nouvelles

attaques sur les populations civiles innocentes. Au cours des trois à quatre derniers jours, « 400 Mawozo » ayant son fief, à Croix-des-Bouquets, et les hommes ar-

més dirigés par Vitelhomme Innocent, évoluant à Pernier (Pétion-Ville), étaient encore, à pied d'œuvre, au cours du week-end.

Si les bandits qui règnent en

Wilson Joseph, alias Lanmò Sanjou.

L'arrêt constaté des hostilités entre les chefs de bandes armées de Croix-des-Bouquets et Chen

ATTAQUE INITIALE CONTRE LA CONTREBANDE À LA DOUANE

Le DG de l'AGD signalé

Le visa de Romel Bell révoqué par l'ambassade des USA



Michel Martelly, les dossiers en constructions au niveau fédéral.



Laurent Lamothe, la défaite de la justice n'est que provisoire.

Par Léo Joseph

La lutte contre la contrebande d'armes illégales et de munitions passe par le contrôle strict de l'Administration générale des Douanes (AGD). Quand les grands manitous de cette institution sont visés, il faut dire que l'insécurité est sous attaque. En ce sens, quand l'ambassade des États-Unis, exécutant l'ordre de

Suite en page 15



Un ado embrigadé dans l'armée des gangs (photo Archives AFP).



Wilson Joseph, alias Lanmò Sanjou, promet de sévir contre la PNH.

maîtres, à Torcelle, ont lancé leur attaque sans préavis, ceux de Croix-des-Bouquets ont investi la zone suite à un avertissement lancé par leur chef intérimaire,

Mechan dirigé par Stevenson Pierre, ne signifie pas que la guerre entre eux est finie. Car les

Suite en page 2

LA POLICE NATIONALE DÉVOYÉE À 40 % Rétablir la sécurité : Impossible sans la reconstruction de la PNH

L'État haïtien peut-il se donner les moyens de relever ce défi ?



Frantz Elbé, directeur général de la PNH, il peut bien avoir la volonté d'agir, mais la bataille ne peut être gagnée avec une force de Police corrompue à 40 %.



Ariel Henry ne peut se donner les moyens d'éliminer les gangs armés, ses alliés politiques.

Par Léo Joseph

Quoi que fassent et décident, même de bonne foi, les autorités haïtiennes, pour rétablir la sécurité dans le pays, l'échec est au bout de leurs efforts, le ver étant dans le fruit. Aussi les récentes initiatives isolées des forces de l'ordre contre les criminels armés sont-elles vouées à une défaite, encore plus humiliante connue jusqu'ici par la PNH. Car avant que la situation d'Haïti, dans tous les domaines, revienne, tout au

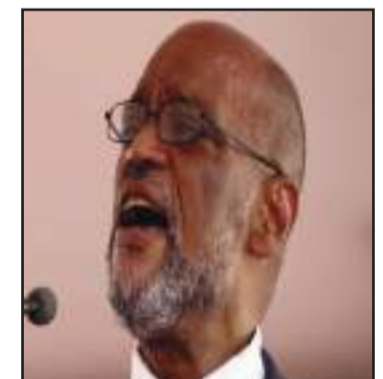
Suite en page 4



Ambassador Ronald Sanders of Antigua and Barbuda warns CARICUM countries may boycott Summit.

By Raymond A. Joseph

Last Thursday, May 12, Haiti's de facto Prime Minister Ariel



Ariel Henry could be the only nonelected official at the Summit.

Henry invited himself to the home of Magali Comeau Denis, the leader of the Montana Accord

Continued on page 7

HAPPENINGS!

What's behind Prime Minister Ariel Henry's visit to Marie Comeau Denis of the Montana Accord?

TRÈVE DES GANGS, LES ATTAQUES DIRIGÉES SUR LES COMMUNAUTÉS Croix-des-Bouquets et Pernier à la merci de leurs malfrats résidents

400 Mawozo et Vitelhomme encore à l'attaque... Plus de 148 personnes tuées...

Suite de la page 1

les raisons qui ont entraîné ces affrontements persistent, savoir revendications territoriales, à des fins électorales, dont ils entendent se prévaloir pour le compte de politiciens voulant se porter candidats, à des



Stevenson Pierre, alias Chen Mechan, compte sur ses alliés au sein de la Police nationale.

sièges parlementaires, ou même à la présidence.

À Croix-des-Bouquets, des dizaines de personnes tuées par la guerre des gangs

Il semble que le carnage occasionné par la guerre des gangs, au Nord de Port-au-Prince, soit encore pire que celui enregistré, dans la région de Martissant, au Sud de la capitale, plusieurs dizaines de personnes ayant perdu la vie.

Un bilan établi par le Réseau national de défense des droits des Haïtiens (RNDDH) fait état d'au moins 148 victimes, y compris des femmes et des personnes âgées, dont au moins 10 enfants, en sus de 6 membres du gang « *Chen Mechan* » exécutés par leur propre chef, Stevenson Pierre, qui les auraient fait décapiter.

Selon des sources crédibles, proches des milieux interlopes, l'exécution de ces hommes aurait été décidée après qu'ils eurent refusé d'ouvrir le feu sur leurs collègues de « *400 Mawozo* » de Croix-des-Bouquets, qui était en guerre contre « *Chen Mechan* » de Croix-des-Mis-

sions.

Le RNDDH a souligné également, dans son rapport, que plus d'une vingtaine de cadavres auraient été inhumés dans des fosses communes, tandis que ceux de dizaines d'autres auraient été brûlés. Dans les jours qui ont suivi le massacre l'odeur de corps en

décomposition imprégnait quasiment toute la zone, à des kilomètres de rayon, ont encore fait savoir d'autres témoins.

Lanmò Sanjou reste égal à lui-même, tel qu'annoncé

On ne peut savoir, au juste, si la Police a pris au sérieux le chef intérimaire de « *400 Mawozo* » ou si les policiers ne voulaient pas se retrouver dans un affrontement direct avec ses combattants. En tout cas, Wilson Joseph avait annoncé, la veille, aux habitants de la juridiction se trouvant sous l'influence de ses soldats, de ne pas s'aventurer dans la rue, le lendemain. Il devait, en même temps, lancer un avertissement individuel à la PNH, par ces mots : « *Tout polisye ki nan lari demen, se pa m li ye* ». Autrement dit, tout policier trouvé dans la rue est passible d'essayer des tirs.

En effet, les bandits, qui règnent en maîtres sur Croix-des-Bouquets, étaient présents au rendez-vous, lundi (16 mai), tel que l'avait annoncé Lanmò Sanjou. De toute évidence, son « *haut commandement* » avait pris les disposi-

tions pour se collecter avec les forces de l'ordre.

Des riverains ont informé que les hommes de « *400 Mawozo* » ont posé une bonbonne géante, apparemment remplie de propane, sur le pont Dagou le recouvrant d'une pile de pneus usagés. Les membres du gang, postés à proximité, ont reçu l'ordre de faire feu dessus, à l'approche de policiers, afin de faire exploser la bouteille et d'y mettre le feu.

Des habitants de la région appelée Belanton, encore dans la commune de Croix-des-Bouquets, ont affirmé que le même constat est fait sur le pont du même nom, presque à l'endroit où ces mêmes gangs avaient tenté de détourner un autobus qui transportait des passagers à destination de Santo Domingo, en République dominicaine. Mais les malfrats se sont heurtés à une patrouille de la Police, qui a fait échouer cette opération. Dans l'échange de coups de feu qui s'en est suivi, quatre bandits ont trouvé la mort et trois autres ont été faits prisonniers.

Au cours des derniers jours, plusieurs opérations de la PNH ont été dirigées contre les gangs armés, dont la majorité sur des hommes de « *400 Mawozo* », groupe de criminels armés présenté comme l'« *armée* » de Martelly. Dans les milieux proches de Lanmò Sanjou, il se répète que la Police se lance dans des actes de représailles contre ses hommes. C'est pourquoi, dit-on encore, ce chef de gang mijote sa propre « *action punitive* », en guise de représailles contre les forces de l'ordre.

Cela prend l'allure d'une déclaration de guerre, un défi que Fritz Elbé et les forces qui composent l'institution qu'il dirige ne peuvent relever. Une autre évidence d'une situation impensable où les forces régulières et légitimes de l'État baisse pavillon devant celles des criminelles.

À Pernier, nouvelle

offensive de Vitelhomme

Alors que les hommes de « *400 Mawozo* » cherchent à s'imposer, à Croix-des-Bouquets, Vitelhomme Innocent, de son côté, lançait ses troupes sur Pernier, dans la commune de Pétion-Ville. Comme pour donner la réplique aux opérations menées par la PNH, contre ses hommes, dont certains ont été tués et d'autres arrêtés.

Le soir du dimanche, et même jusqu'à lundi matin (16 mai), on pouvait observer la ligne de personnes qui fuyaient ces lieux pour trouver refuge ailleurs, certains jusqu'à Delmas, selon des habitants de Pernier.

En clair, les interventions de la PNH contre les gangs armés n'ont pas mis fin aux attaques lancées par ces derniers sur la population, ni entraîné la fin des hostilités entre



Un véhicule blindé de l'Armée déployé à Croix-des-Bouquets, lors des affrontements inter-gangs la semaine dernière.

Dès la nuit du dimanche, des individus lourdement armés, assimilés aux membres du gang de Vitelhomme, parcouraient la zone, kidnappant, pillant des boutiques et incendiant des magasins.

Selon des témoignages obtenus sur place, le propriétaire d'une pompe à essence aurait été enlevé. Les ravisseurs n'avaient pas encore fait de demande de rançon dans son cas. Les actions des bandits ont obligé les habitants de Fatima, quartier de Pernier, à fuir leurs maisons. Le même scénario a été constaté à Croix-des-Bouquets et à Croix-des-Mission, la semaine dernière, et à Martissant, au mois de juin de l'année 2021.

Les hommes de Vitelhomme Innocent ont lancé leur attaque contre Pernier, dans la nuit du dimanche. Selon des témoignages de riverains, au moins une dizaine de maisons ont été incendiées. Les bandits ont pillé des magasins, notamment des pharmacies, des épiceries et autres.

eux. Les derniers événements criminels, qu'ils ont occasionnés, sont de leurs propres initiatives. Cela veut dire de nouveaux affrontements peuvent encore se déclencher à tout instant. La Police n'a aucun moyen de les empêcher.

L.J.



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Une attaque armée à Buffalo, N.Y: 10 morts;

Une autre à une église en Californie : un mort

On eut dit une guerre ouverte aux États-Unis, tel que nous l'avions mentionné en grande manchette dans la rubrique *Nouvelles Brèves et Commentaires*, édition du 20 avril dernier. On y reviendra.

Mais à l'ordre du jour, l'événement survenu, samedi, à Buffalo, New York, quelques minutes après 2 heures de l'après-midi, quand un jeune Blanc, en tenue de guerre, a fait irruption au *TOPS Friendly Market*, un supermarché situé dans un quartier peuplé en grande partie de Noirs. Faisant au hasard, il a atteint 13 personnes, dont 10 mortellement, y compris le gardien du supermarché, qui avait tenté de sauver la situation en lui tirant dessus. Mais portant des vêtements pare-balles, il n'est pas atteint. Retournant le feu, il a tué le gardien.

Il donnait l'impression qu'il faisait du cinéma, car son téléphone doté d'un appareil photo, il émettait l'action sur *Twitch*, un média social privé, qui a été débranché dans moins de deux minutes après qu'il eut déclenché la violence. Parmi les victimes, on compte 11 Noirs, dont la plus âgée est une grand-mère de 82 ans, et la plus jeune, une dame de 32 ans, ainsi que deux Blancs.

Annonçant l'arrestation de l'auteur du crime, Joseph Gramalia, le chef de la Police de Buffalo, a indiqué qu'il s'agit d'un jeune Blanc. Et le maire de la ville, Byron Brown, de dire : « *Nous souffrons énormément, ne pouvant pas, en tant que communauté, contenir notre colère. La peine ressentie par les familles affectées, aussi bien par nous tous, ne peut s'expliquer* ».

Toutes les autorités concernées se sont fait entendre. « *Il s'agit d'un génie du mal* », a lâché John Garcia, le sheriff du comté d'Erie, dont fait partie Buffalo, lors d'une conférence de presse. Il devait ajouter, « *C'est motivé par le racisme. C'est un crime haineux commis par un intrus* ». Et répétant les propos du maire, il a lâché : « *Il s'agit d'un outsider, qui est venu dans notre ville surnommée 'Ville de Voisins amiables', dans le but d'infliger du mal à notre communauté* ».

En effet, l'assassin, Payton S.

Gendron, 18 ans, est venu de Conklin, N.Y., à quelque 221 kilomètres de Buffalo, pour commettre ce forfait, ayant, tout d'abord, abattu trois personnes dans le parking du supermarché, avant de continuer le carnage à l'intérieur de l'établissement où les dix autres personnes ont été tuées. Il va sans dire qu'il avait bien planifié son crime, arrivant à Buffalo depuis la veille, en mission de reconnaissance. On a appris, en toute dernière heure, lundi soir, qu'au mois de mars il avait visité Buffalo, dans le but



Sénateuse Susan Collins

de planifier son attaque, qui visait au moins deux autres établissements sur Jefferson Avenue.

Comparaisant par-devant un juge, samedi soir, il est accusé de meurtre au premier degré, mais il fera face à d'autres accusations, même fédérales, savoir « *crime*



Sénateur Mitch McConnell

haineux » contre une ethnie particulière. Emprisonné, il doit comparaître au tribunal ce jeudi, 19 mai.

Entre-temps, on apprend que ses parents, à Conklin, coopèrent avec la Police de Buffalo dans l'investigation sur leur fils, ainsi qu'avec les agents fédéraux, le

FBI. Déjà, il a été révélé que l'année dernière, Payton Gendron avait menacé d'attaquer le lycée *Susquehanna Valley High School* de Conklin, son alma mater. Ce qui avait entraîné un examen mental sur sa personne. Aussi la défense s'apprête-t-elle à utiliser l'argument mental — *se mounn fou* —, dira-t-on en créole, pour innocenter cet individu qui, dit-on, devra être interné dans un centre psychiatrique, non dans une prison locale ou fédérale.

Il a été donné d'apprendre, lundi après-midi, 16 mai, que le président américain, Joseph « Joe » Biden et son épouse feront le déplacement, ce mardi, 17 mai, à Buffalo, afin de présenter leurs condoléances et leur solidarité, en personne, à la communauté ainsi qu'aux habitants de la



Payton S. Gendron

ville, timorés, tout en laissant entendre que ce crime haineux ne passera pas comme une lettre à la poste

Attaque armée dimanche à une église en Californie : un mort

Il était environ 1 h 30 p.m., heure locale, quand un attaquant a fait irruption dans l'église presbytérienne Genève de Laguna Woods, dans le sud de la Californie, faisant feu sur environ une quarantaine de personnes, qui participaient à un banquet organisé après le service du jour. Une personne est atteinte mortellement, selon une dépêche de l'agence de presse *Reuters*, tandis que cinq autres personnes âgées sont blessées.

Sans doute, les dégâts seraient plus importants, n'était la bravoure du pasteur qui, utilisant une chaise, a frappé l'agresseur à la tête, le renversant par terre. Les fidèles l'ont vite maîtrisé, désarmé et ligoté, pieds et mains. Selon les informations disponibles, l'attaquant, qui s'appelle David Chou, 68 ans, est Asiatique. Il est gardé en prison, sa caution est fixée à un million de dollars, sous un chef d'accusation pour meurtre

L'on apprend aussi que la



Sénateur John Barrasso

congrégation qui fréquente l'église presbytérienne, se compose de Taïwanais retraités, des gens dont l'âge dépasse 70 ans. Jusqu'au lundi 16 mai, on n'avait pas encore établi les motifs de l'attaque, non plus si David Chou est aussi Taïwanais, ou encore s'il



Sénateur John Cornyn

avait fréquenté la congrégation auparavant.

À souligner que généralement les Taïwanais sont des adeptes du bouddhisme et d'autres croyances chinoises. Toutefois, le christianisme a fait de nombreux pratiquants parmi les Asiatiques. Alors, on se demande si l'attaque de David Chou est pour motif religieux ou d'autre nature.

La violence aux États-Unis retient l'attention

En effet, la manchette intitulée « *Ici et là, des attaques aux États-Unis* » de la rubrique NOUVELLES BRÈVES ET COM-

MENTAIRES, dans l'édition du 20 avril dernier, nous avions souligné « *De multiples attaques à l'arme à feu inquiètent* », tout en soulignant les plus récentes, à Pittsburgh, en Pennsylvanie; à Columbia, en Caroline du sud; et celle qui a eu lieu au métro de New York, le 12 avril, qui avait causé une dizaine de blessés à l'arme à feu, et 13 autres ayant essuyé des blessures légères en essayant de s'échapper. C'est un Noir trapu appelé Frank James, 62 ans, capturé le lendemain, qui avait commis de crime.

On avait souligné que la violence n'épargnait personne, citant en passant, avec détails, ce qui s'était passé dans plusieurs états : Californie, Connecticut, Floride, Illinois, Indiana, Iowa, Kentucky, Louisiane, Maryland, Nevada, Oregon et Washington, la capitale du pays, concluant que « *tout mounn jwenn* », selon le proverbe créole, « *Personne n'est épargné* ». Alors que les rapports concernant les attaques dans les écoles publiques font état d'une situation alarmante.

Alors, nous reprenons notre conclusion du 20 avril, face à une situation interpellant une campagne contre un libéralisme qui est synonyme de complicité avec les massacreurs : « *Toutes ces attaques sont incitées par une politique trop libérale concernant le port d'arme dans ce pays. Les conservateurs politiques brandissent le 'Deuxième Amendement' de la Constitution américaine, immuable, selon eux, qui leur garantit le port d'arme. C'était, sans doute, nécessaire, en 1791, l'année de son insertion dans la Constitution, alors que le pays, foncièrement agricole, comptait une majorité de citoyens habitant la campagne et ne bénéficiant d'aucune présence policière dans leurs zones. Mais, de nos jours, avec les grandes agglomérations des villes et une policière presque omniprésente, n'importe qui ne devrait plus avoir accès aux armes meurtrières, qui favorisent ces carnages, endeuillant bien de familles. Trop c'est trop!* »

*Le chef par intérim des « 400 Mazo » lance une menace

Dimanche, on a suivi, sur vidéo, le message de *Lanmò Sanjou* (Wilson Joseph) portant un masque rouge avec une décoration en blanc pour les yeux, au cours duquel, il a lancé un défi, annonçant qu'il ne serait pas responsable des gens qui sortiraient de

Suite en page 12

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

LA POLICE NATIONALE DÉVOYÉE À 40 %

Rétablir la sécurité : Impossible sans la reconstruction de la PNH

L'État haïtien peut-il se donner les moyens de relever ce défi ?

Suite de la page 1

moins à la situation ante-Aristide, le prêtre défroqué restant le premier responsable de ce que vit le pays présentement, les criminels détenant le monopole de la force doivent littéralement disparaître.

Au cours de ces dernières semaines, l'actualité nationale abonde en chroniques d'interventions musclées de la Police contre les malfrats se soldant par des tueries et l'arrestation de ces deniers, en sus de confiscation d'armes, de munitions et de véhicules, pour ne citer que ceux-là, selon des rapports officiels de l'institution. Toutefois, cette offensive n'a pas su ébranler les gangs se montrant encore plus agressifs. On dirait même que ces derniers donnent la réplique aux actions policières en redoublant leurs activités criminelles, dans les zones qu'ils contrôlent.

Dans ce contexte déroutant, il est impérieux de tirer la sonnette d'alarme, particulièrement face à la réaction des dirigeants sombrant dans un silence coupable, comme réaction aux carnages orchestrés par les groupes armés se faisant la guerre avec beaucoup d'acharnement. Une attitude qui démontre clairement que le Premier ministre de facto, qui dirige le pays en assumant les deux plus hautes fonctions exécutives, s'est complu dans la cohabitation avec la pègre. Condition sine qua non, vu la réalité socio-politique et sécuritaire créée par PHTK, le parti *Tèt-Kale*, exerçant le pouvoir et jouissant les prérogatives qui en découlent dans « la paix et la prospérité », assurant ainsi la permanence de leur pouvoir.

Des commentaires dithyrambiques naïfs

Depuis que le nouveau directeur général de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Frantz Elbé, a lancé des opérations policières contre certains gangs s'étant soldées par l'élimination physique de leurs soldats et l'interpellation d'au moins une trentaine d'autres, ces dernières semaines, d'aucuns se croient autorisés à lui décerner un satisfecit. Au fait, des commentaires dithyrambiques, mais tout à fait naïfs, sont, d'ores et déjà, émis à l'adresse des forces de l'ordre, globalement, et du directeur général, en particulier.

En effet, des textes offerts sur les réseaux sociaux, systématiquement relayés par les organes de presse en ligne, font l'éloge de la PNH, dont les brigades spécialisées, individuelles ou mixtes, ont eu des accrochages sanglants

avec des bandits armés, dont certains (des soldats, bien sûr) ont été abattus, et des douzaines d'autres mis en détention criminelle. Des articles, dont certains ont l'allure d'être commandités par des secteurs liés à la PNH, soulignent aussi les armes et muni-



Alors que la PNH mène des attaques, contre les gangs, surtout à Croix-des-Bouquets, mais aussi à Torcel, Jimmy Chérizier, dit Barbecue, chef des G-9 en famille et alliés, ne s'inquiète pas.

sions saisies, y compris des véhicules, dont au moins un véhicule blindé confisqué. Tout cela pour exprimer l'idée que la campagne visant la destruction des armées de gangs, fédérés ou évoluant séparément, est lancée, comme pour donner espoir que les kidnappeurs, les assassins stipendiés et les criminels en général, ceux



Stevenson Pierre, alias Chen Mechan, compte sur ses alliés au sein de la Police nationale.

qui ont créé le climat national d'insécurité seront traqués. Alors que la réalité est bien différente de ce qu'Ariel Henry et son équipe veulent faire accroire, il s'agit d'une solution bouche-trou, loin d'être la conclusion effective de la crise sociopolitique.

Les derniers rapports disponibles attirent l'attention sur des actions de la Police, au Cap-Haïtien, menées contre des membres locaux du gang « 400 Mawozo », basé dans la commune de Croix des Bouques, dans l'Ouest, au nord de Port-au-Prince, au cours desquelles pas moins de quatre bandits ont été abattus et six autres arrêtés, ainsi que des armes

saisies.

Une autre action dirigée, encore contre « 400 Mawozo », s'est inscrite dans le cadre d'une initiative ayant visé à déjouer une tentative de détournement d'un autobus transportant des passagers, en route vers la République dominicaine. Des « soldats » de ce groupe armé, qui échangeaient des coups de feu avec des policiers, ont perdu la vie.

Le jeudi 12 mai, autre action de la PNH à Diègue, Métivier et Doco, dans la commune de Pétion-Ville, contre le gang de « Torcel » dirigé par Vitelhome Innocent. Cinq bandits ont été abattus, dans les échanges de tirs avec des policiers. Les six membres de ce groupe tués ont pour noms Valsaint Antoine, alias Empereur Toutou, Boussicot Emmanuel Evens, Lamour Johnny, Peterson Bemduette, Beaubrun Bensley et Étienne Bebetho.

On signale aussi d'autres actions menées par des patrouilles de la PNH, notamment à des points différents de la capitale ayant abouti à l'élimination physique de bandits, au cours d'échanges de coups de feu avec eux, de même que l'arrestation d'autres. Tout cela inspire le sentiment que la donne a quelque peu changé, en matière de sécuri-

ment du Nord), une autre s'est produite à Saint-Raphaël, dans un poste de contrôle.

En effet, dans son édition du 14 mai, l'organe de presse en ligne *LaquestionNews.com* rapporte l'interpellation, par des policiers, de Lucien Cadet, alias « Master Frick », membre présumé du gang « 400 Mawozo ». Il se trouvait à bord d'un autobus



Wilson Joseph, alias Lanmo Sanjou, promet de sévir contre la PNH.

en route pour Port-au-Prince.

Par ailleurs, plusieurs autres individus ont été mis aux arrêts. Il s'agit de : Frédéric Monche, Wolgen Dor, Prince Eddy, Accile Phanel, Guinel Alcé, Davenson Blanc, surnommé « Wewe » et Yvert Evens. Ces derniers, appréhendés à la localité de Maréage, sont accusés de « détention illégale d'armes à feu et association de malfaiteurs ».

Davenson Blanc avait pour responsabilité le contrôle des munitions, pour le compte de ce même gang armé; tandis que Yvert Evens avait en sa possession une mitraillette Uzi.

Coopération de policiers dans les attaques sur les bidonvilles

On avait signalé, pour la première fois, des véhicules blindés de la PNH escortant les hommes armés de Jimmy Chérizier, alias « Barbecue », à l'occasion de leurs tueries au Bas de Delmas, au Bel-Air et à La Saline. Aussi bien que la présence de policiers accompagnant les membres de ces mêmes gangs criminels menant leurs actes barbares. À la faveur des affrontements opposant les gangs « 400 Mawozo » à ceux de « Chen Mechan », qui ont ponctué les derniers jours d'avril et les premiers de ce mois, il a été donné de prendre connaissance de nouvelles révélations dans les relations existant entre policiers et gangs criminels.

Certes, des sources autorisées ont rapporté des conversations qui se déroulaient, au fort des accrochages entre ces deux groupes de bandits : La patron de « Chen

Mechan », Stevenson Pierre, lançant un SOS à ses amis au sein de la PNH sollicitant assistance, sous forme d'un « back-up ». Une idée qui porte à croire que ce contact non identifié de Pierre est doté d'autorité de prendre des décisions relatives au déploiement des troupes. C'est, par exemple, ce genre de trahison qui avait provoqué l'échec de la PNH, le 12 mars de l'année dernière, à Village de Dieu (à l'entrée sud de la capitale), dans le cadre d'une intervention contre les gangs. Voilà un sérieux handicap à toute action bien organisée des forces de l'ordre contre les criminels. Ces derniers possèdent de grands moyens, non seulement pour bien rémunérer les policiers attachés à leur service, mais aussi pour mieux armer leurs soldats, les pourvoyant en munitions en abondance, au regard de des policiers, sous-armés, recevant des munitions avec parcimonie, mal payés, en sus de se battre constamment avec un patron (l'État haïtien) on ne peut plus avare, en termes d'avantages à leur octroyer. Il semble que les dirigeants haïtiens se soucient d'autres choses plutôt que de se donner les moyens d'identifier la priorité des forces de sécurité, dans la gestion des affaires publiques; et de doter la PNH de ressources nécessaires à son fonctionnement normal.

40 % de policiers dévoyés, les actions ne peuvent aboutir avec succès

Si les attaques orchestrées par la PNH, dans le département du Nord et, généralement, et dans d'autres villes en province, donnent les satisfactions espérées, à la capitale, où se concentrent, au moins 80 % des criminels, les déploiements lancés contre les malfrats ne sont pas toujours couronnés de succès. Aussi les responsables de l'institution doivent-ils mobiliser les ressources de la contre-intelligence, afin de déjouer l'œuvre de policiers pervers, au sein de la PNH, vendant la mèche aux gangs.

Des experts en sécurité voulant rester anonymes font croire que 40 % des policiers contribuent à faire échec aux initiatives de lutte de l'institution contre les criminels armés. Cette situation résulte de l'impossibilité de diriger des actions cohérentes à succès contre les foyers de bandits. À observer les attaques lancées contre les bandits par la PNH, il semble que celle-ci privilégie le

Suite en page 5

LA POLICE NATIONALE DÉVOYÉE À 40 %

Rétablir la sécurité : Impossible sans la reconstruction de la PNH

L'État haïtien peut-il se donner les moyens de relever ce défi ?

Suite de la page 4

style guérilla consistant à déployer des opérations meurtrières rapides se soldant par des tueries en nombre impressionnant, plutôt que priver les bandits de ressources vitales et de lieux de refuge. À coup sûr, les révélations faisant état d'actes dévoyés au sein de la PNH ne contribuent en rien à renforcer la confiance des citoyens en elle.

Le bruit de sabre du DG de la PNH : Que peut-on espérer ?

Pour raison de stratégie, mais aussi considérant les limites de la PNH à se collecter avec les gangs armés, le directeur général Frantz Elbé doit se montrer proactif, dans ses initiatives contre ces derniers. Nonobstant les initiatives entreprises et les résultats mitigés constatés, il est forcé de lancer aussi l'offensive verbale. Suite aux attaques dirigées par des policiers contre les gangs de «400 Mawozo», de «Chen Mechan», et ceux de Torcel, la Police doit afficher sa volonté de continuer la lutte, histoire de crédibiliser ses actions. Il importe alors

de ne pas se donner dans la bravade, de proférer des menaces, et même d'afficher de faux semblants.

Lors d'une intervention dans la presse, le 9 mai, rapporté dans l'édition du 13 mai, dans l'organe de presse *Laquestion.com*, Frantz Elbé met, à très bientôt, la mise hors d'état de nuire des gangs armés de Martissant. À cette fin, souligne le même organe : « (...) des agents des unités spécialisées et des brigades d'intervention (BI) sont en formation continue. Des équipements de protection individuelle et de matériels adéquats sont également en cours d'acquisition(...)».

Dans le cadre de ses prises de position, à ce sujet, cette citation de M. Elbé par *Laquestion.com* : « Aujourd'hui, il est nécessaire de souligner que la PNH emprunte la voie de l'unité dans le sens positif du côté des policiers et tout grade confondu, et cela a abouti à la réussite des opérations menées à travers tout le territoire national ».

Objectivement, de telles déclarations du directeur général de la PNH n'ont pas la vertu d'apporter la paix, la sérénité, et surtout la confiance parmi les citoyens. Car, dans le passé, les com-

mandes de nouveaux équipements, y compris des véhicules blindés, pour la PNH, ont été suivies de kidnappings, de braquages et d'autres crimes des bandits sur la population face aux forces de sécurité ne s'étant pas montrées plus performantes après la livraison des nouveaux équipements. En clair, après avoir permis aux gangs armés de développer autant leurs capacités criminelles sur le pays, jusqu'à pouvoir mettre les forces de l'ordre en déroute, une stratégie globale de lutte devient nécessaire pour les neutraliser définitivement.

Dans la mesure où l'institution se trouve infestée de policiers ayant adopté une attitude criminelle, une « prophylaxie » s'impose, histoire de séparer le bon grain de l'ivraie. L'annonce, qui a été faite, au début de la semaine, selon laquelle le directeur général de la PNH avait, en un seul jour, exclu 1 000 policiers de l'institution n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Quand on se rappelle que cette force de Police, créée sous la supervision des différentes missions des Nations Unies déployées dans le pays, de 1993 à ce jour, et qui n'ont pas pu empêcher l'ex-président Jean-Bertrand Aristide de déjouer le système d'enquête de sécurité individuelle (*vetting*), obligatoire et nécessaire, en ce qui concerne chaque candidat appelé à en faire partie,

au point d'y infiltrer ses assassins et trafiquants de drogue, ainsi que les criminels de toutes sortes, une chirurgie radicale s'avère nécessaire. Car, cette culture criminelle imprimée à la PNH, depuis sous le gouvernement du prêtre défroqué, s'est immensément développée, parallèlement au commerce de stupéfiants qui a pris racine dans les milieux civils du pouvoir. En effet, plus de 25 ans depuis que les premiers policiers, y compris de hauts gradés, ainsi qu'un directeur général de l'institution, aussi bien qu'un sénateur de la République, doublé de président de l'Assemblée nationale, et des hommes d'affaires ont été inculpés, aux États-Unis, avant d'y être transférés pour leur procès, condamnés et faire la prison, cette tendance continue. C'est bien le cas, ces derniers temps, d'un ancien chef de la Brigade anti-drogue d'Haïti, il y a quelques mois; aussi bien que du policier Alex Monpremier, qui a été remis aux autorités judiciaires américaines l'autre semaine. Il se trouve présentement inculpé avec le trafiquant patenté Éliobert Jasmin, dit Eddy One, qui avait précédemment été trouvé coupable d'exportation de cocaïne, aux États-Unis, et de blanchiment d'argent, avant sa condamnation à plus d'une dizaine d'années d'emprisonnement.

Une situation inextricable pour Haïti

À la lumière de tous ces faits, les solutions bouche-trous ne peuvent purifier la PNH. Une action similaire à celle qui l'a créée semble être de mise. Ceux qui ont donné dans le panneau, par rapport aux ambitions d'Aristide, pour démolir les Forces armées d'Haïti, puis doter le pays, en revanche, de ce corps pourri jusqu'à l'os, ont la responsabilité de rectifier définitivement le tir.

De toute évidence, une telle entreprise exige d'importants investissements, qui dépassent les possibilités du pays. Indubitablement, des infusions de fonds massifs sont à l'ordre du jour. Mais, vu le passé en matière de détournements systématiques des ressources de l'État, par les dirigeants haïtiens, depuis la chute de la dictature des Duvalier, en 1988, on peut conclure, à priori, que la formule devra être trouvée avant de procéder à la mise sur pied d'une force de Police capable de libérer le pays des armées de bandits, qui ont été créées par les propres dirigeants d'Haïti, travaillant en étroite collaboration avec la communauté internationale mettant à contribution l'Organisation des Nations Unies, en permanence au pays durant quelque trois décennies.

Les faits sont là, qui ont la tête dure ! Il incombe donc aux uns et aux autres, les architectes de la PNH, d'assumer leurs responsabilités dans le triomphe de l'insécurité en Haïti.

L.J.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse Attorney at Law

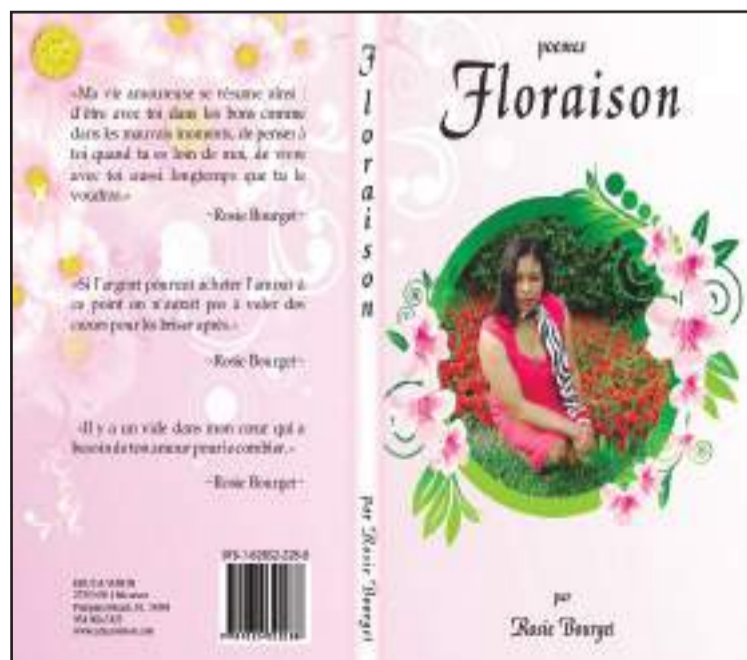
ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Ayiti se peyi vòlè, gangstè, trafikant dwòg, elatriye !

Jan sa ap dewoule la a, sanble yo p ap sèlman trete Ayiti de « *peyi pi pòv nan Lamerik la* ». Kounnye a ou ka tande yo di w, « *Nimewo 1 nan kesyon gang* », « *Reselè pou vòlè ak trafikant dwòg* », toujou devan nan tou sa k pa bon. Epi se pa sèlman Ayisyen anndan lakay k ap bay peyi a move non, se aletranj tou, la a nan Nouyòk la.

Nan sèlman youn mwa 5 jou, soti 7 avril rive 12 me a, se 5 gwo ka ki retni atansyon nou sou sa k gen pou wè ak gwo vòlè, gangstè, trafikant dwòg ki fè y ap jaze sou Ayiti epi bay Ayisyen pi move non toujou.

M ap kòmanse ak pi gwo eskandal ki pete la nan Nouyòk la, kote Lajistis pase pran Eddy Alexandre pou fwòd nan youn kesyon lajan mounn li vòlè. Se jedi, 12 me a, yo te arete msye.

Asireman, nou deja tande kote a. Msye te monte youn biznis investisman nan « *cryptocurrency* » kote mounn ka fè anpil lajan byen vit lè w investè dola nan « *cryptocurrency* ». Se msye ki CEO (*Chief Executive Officer*), kivedi chef biznis la, ki rele *EminiFX*, ki fè pati « *Cryptocurrency Forex Trading Platform* ». Enben, avèk dyòl dous, ansanm ak kèk asosye li te konvenk lòt mounn vin investè pou fè kòb byen vit, double investisman yo nan 5 mwa, a 5 %-10 % benefis aplis, chak semèn. Msye te gentan ranmase 59 milyon dola (59 000 000, 00 \$). Kivedi se plizyè milye mounn li te pran nan pèlen an. Kounnye a se gwo anmwey m ap tande paske yo pèdi kòb yo te investè a.

Selon sa otorite Lajistis fè konnen Alexandre te investè sèlman youn ti kal nan lajan an, men l te transfere 14 milyon 700 mil dola (14 700 000,00 \$) nan kont pèsone l. L achte youn vwati BMW wololoy pou 155 mil dola (155 000,00 \$), epi 13 mil dola diplis (13 000,00 \$) pou peyman sou vwati Mercedes. Li fè youn ti charite nan kòb la pou ede « *Partners in Health in Haiti* », selon sa *Inner City Press* rapòte. Se te sèl jounal ki te nan tribinal la jedi a. Epi avoka defans lan pale de youn kay ki vo 600 mil dola (600 000,00 \$) pou youn fanmi.

Msye gen gwo chay sou do l, pou fwòd nan kesyon investisman sa a, paske li te bay kont manti l pou pran mounn yo nan pyèj. Lè pwochè a fèt, msye pran prizon 10 zan. Fason li itilize pou fè transfè lajan an an liy, li ka pran youn lòt 20 lane. Toutfwa, sa pral depann de kijan jij ki anchaj dosye a deside sa.

Antouka, Alexandre, ki gen 50 an, depoze 3 milyon dola (3 000 000,00 \$) kòm kosyon pou l pa t al nan prizon tousit, pandan l ap tann jou jijman an. Selon *Inner City*, gen 5 mounn ki siyen pou li, li mete 2 pwopriyete ak vwati BMW a a dispozisyon Lajistis. Msye an rezidans siveye lakay li, nan Valley Stream, Nouyòk, men se li k pou peye gad la, pa avèk lajan investisman « *crypto* » a.

Youn jwèt Ponzi, tankou sa Bernie Madoff te fè a

Mounn ki afre pou fè kòb vit, de nenpòt ki fason, toujou pran nan pyèj tankou pa Eddy Alexandre lan. Pi gwo eskandal Ozetazini konsa se te jwèt Ponzi mesye yo te rele Bernard (Bernie) Madoff



Edy Aleksann, chef Ponzi nan Nouyok, nan prizon ap tann jijman l.

la, ki te fè fayit nan lane 2008, apre plizyè lane li t ap opere avèk kantite milya dola. Paske mesye sa a se te youn gwo bwa nan kesyon finans nan *Wall Street*, ki te menm *chairman* NASDAQ, youn nan branch *Stock Market* la. Enben jwèt Ponzi msye a te rive rantrè jiska 64 milya 800 milyon dola (64 800 000 000,00 \$) diran youn peryòd ki te kouvri 17 lane.

Anpil mounn ki te investè an premye te fè gwo kòb ak lajan mounn ki te vin investè apre yo. Alafen, pa t gen ase lajan pou peye youn bann lòt kliyan. Otorite yo fè arete msye nan dat 11 desanm 2008. Sa k pi bèl la se 2 pitit gason l yo, Andrew ak Mark Madoff, ki t ap travay pou konpayi papa yo a, ki te fè otorite yo konnen sa papa l t ap fè. Li t oblije konfese ba yo ke sa l t ap fè a se youn jwèt Ponzi, men ke l pa gen lajan ankò. Ti rèz ki te rete a li te pral separe l bay lafanmi ak kèk lòt anplwaye. Epi Andrew ak Mark pa t dakò, yo rele otorite yo.

Nan pwochè kont Madof la, li te plede koupab epi msye te kondane pou pase 150 an nan prizon. Leta te konfiske 17 milya 179 milyon dola (17 179 000 000,00

\$) li te gen sou non l. Anntouka, msye mouri nan prizon, nan dat 14 avril 2021 a laj 82 zan.

Tou 2 gason l yo mouri anvan l: Mark, ki te pi gran an, te komèt suid le 11 desanm 2010, youn lane apre kondanasyon papa a. Li te gen 46 zan. Kanta pou Andrew, li mouri de youn kansè, nan dat 3 septanm 2014, alaj 48 an. Ruth Madoff, madanm vòlè a, vivan toujou. L abite ak Susan Elkin, ansyen bèlfi l, ki te premye madanm Mark, nan youn kay bò lanmè, nan *Old Greenwich, Connecticut*, ki vo 4 milyon 400 mil dola (4 400 000,00 \$) Li pa t janm konn anyen nan jwèt Ponzi mari a, kidonk yo pa t janm akize l de anyen.

Epi jwèt Kooperativ Aristid la se te menm bagay la

Ayisyen te pran premye gwo kou nan jwèt Ponzi, ke yo rele Piraamid tou, nan men prezidan yo, Jean-Bertrand Aristide, ki te di « *Kooperativ* » li a se te « *sistèm kapitalis pou malere* ». Anpil fanmi nan dyaspora a te pran 2èm « *mortgage* » sou kay yo pou te investè nan « *Kooperativ* », ki te sanse rapòte yo 10 % enterè pa mwa. Plis pase 22 mil (22 000) mounn pèdi lajan yo. Swa lajan yo pa t genyen pou peye *mortgage*, epi kay tou pèdi; swa lajan nan kont depay yo te pran al investè nan « *Kooperativ* » tout pèdi. Se sèlman kèk nan mounn ki te investè an premye yo ki te gentan fè youn ti kòb.

Nan lane 2002-2003, pandan Aristid te sou 2èm manda l la, « *Kooperativ* » te fèmen, tout ti byen ki te rete disparèt. Òganizasyon an te deklare bankwout. Nan dat 30 out (dawou) 2002, gad k t ap siveye anbasad ameriken nan Taba t oblije pale fò ak mounn yo ki te vin bloke devan an, ap manifeste, mande pou Aristid ale akòz lajan yo li te vòlè nan vòl òganize « *Kooperativ* » li a. Nad marinad!

Jouk jodi a, gen mounn k ap tann sa Aristid te di li pral fè pou pèmèt yo voye ti mounn yo lekòl epi peye l weyay kay yo. Alafen, gen ladan yo se nan lari yo t ap drive. Men, selon *Google*, Aristid se youn miltimilyonnè, avèk 800 milyon dola (800 000 000,00 \$) kòm fòtin li. Epi nou tande youn bann mounn k ap chante byen fò, k ap di: « *Fò l jije! Fò l jije! Men sa se twòp atò !* » Paske avèk *Piramid* osnon *Kooperativ* li a, li vòlè lajan malere, epi li simaye pòvrete nan peyi a, pi mal pase sa te janm ye! Ant li menm ak Aryèl Anri pa gen diferans. Epi tou, msye nan menm ekip Chat la ke Mèt Chat la te manje a, vòlè pachte! Nan kesyon an, li pa janm twò ta pou yo ba li sa l merite.

*Mè Belladère di li se youn vòlè epi chèf gang tou

Se lendi maten, 9 me a, sou *RadioZenith*, nan pwogram *Chita Tande* a, ant 9 è e 11 zè, ke jounalis Banatte Daniel t ap pale ak

Maklish Ledoux, mè Belladère, ki gen ti non Tidou. Mwen pa konn ki lwa ki te monte l, men msye di li se youn vòlè ki pa pran lòd nan men pèsonn. L ajoute ke nan katye bò lakay li yo konnen ke l se youn chèf gang tou.

Dayè, se pa youn sèl fwa, zam alamen, li anpeche Lapolis arete mounn pa l. (N ap remèsye Vant Bèf Info (VBI) pou boul sa a).

Jan nou wè l la, vòlè ak gang ofisyèl kwè se yo ki mèt peyi a. Yo pa bezwen kache figi yo ni gen okenn krentif pou sa y ap fè, youn fason pou fè mounn vin pi pè yo toujou. Men apre youn deklarasyon konsa, si te gen otorite nan peyi a vre, fòk msye ta nan prizon menm jou a, majistra ou pa. N ap tann pou n wè kijan sa pral fini.

*Polisyè ayisyen nan tribinal Milwaukee pou kesyon dwòg

Se le 11 me ke Alex Monpremier te nan tribinal Distrik Est, nan eta Wisconsin, pou l reponn akizasyon ki tonbe sou li nan youn dosye dwòg ki remonte jouk mwa fevriye 2019 rive 28 septanm 2021, kote li t ap konspire ansanm ak Jean Eliobert Jasmin (Jasme,



Ansyen prezidan Jan Bètran Aristid te nan Ponzi a tou.

Nou ka di sa se « *les premières des retombées* » de arestasyon e transfè Ed One ke mesye BLTS yo (ekip PNH ki anchaj kesyon dwòg la ann Ayiti) te arete sou demann otorite DEA (*Drug Enforcement Administration*), depi le 22 mas. Nou ka sonje mesye DEA yo te vin chache Ed One ann Ayiti nan dat 7 avril. Se lè sa a, trafikant dwòg la te fè foto ak ajan DEA yo tout an souryan,

anvan li t al mote avyon pou ki t ap mennen l nan peyi bò isit.

Si yo ka pran youn piti tankou Alex Monpremier, kisa nou kwè k ap tann lòt gwo chèf ki mele nan konmès dwòg la tou, tankou vwazen Ed One, anwo Peguy Ville, nan Péition-Ville, gwo otorite ki di l se Bandi Legal la? Kòm yo di an franse : « *Qui se ressemble s'assemble* »; nan lang angle yo di « *Zwazo menm plimaj vole ansanm !* »

*Men pi gwo moso a se Germaine Jolly, ki gen non Yonyon

Kòm nou konnen, otorite ameriken t al pran msye Ayiti nan dat 3 me pou vin debake avè l nan Wachintonn, D.C., kote tribinal Distrik federal Columbia, kapital ameriken nan, te chaje msye nan kesyon kidnaping 16 misyonnen ameriken ke « *400 Mawozo* » te kidnapè nan dat ki te 16 oktòb ane pase e te kenbe 12 pami yo jouk 16 desanm. Te gen youn Kana-dyen pami yo, ki te fè 17 antou.

Vwala ke se Yonyon, ki te nan prizon nan Penitansye nasyonal Pòtoprens la, depi lane 2018, ki t ap dirije tout operasyon gang nan, antan ke vrè chèf « *400 Mawozo* » a. Selon sa k te pibliye semèn pase a, Yonyon te gen 3 Ayisyen an Florid ki te an kontak avè l anndan prizon an e ki te anchaj achte zam voye ann Ayiti bay gang nan. Se Eliande Tunis, Jocelyn Dor ak Walder Saint-Louis.

Se pou tèt sa nou mande, èske nou kwè Yonyon ta ka opere nan prizon an, avèk telefòn ni, ap dirije operasyon gang nan Kwadè-boukè, san kooperasyon gwo chèf yo ? Pa sèlman chèf nan prizon. Sè ke tout mounn sou bidjè nan kesyon gang sa a. Paske kidnaping nan se biznis ki pi rapòte ann Ayiti kounnye a. **Nou pa egare !**

Epi n ap repete byen fò, sa k gen zòrèy pou tande, enben tande sa : « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti !* »

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
18 me 2022
raljo31@yahoo.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Group, after their bitter break on Valentine's Day, last February 14. What has happened to cause Mr. Henry to attempt a rapprochement with the leader of the group that has already chosen its leadership for an interim government to replace the Prime Minister?

What's happening in Haiti probably has nothing to do with Dr. Henry's apparent softening up. Perhaps a call from someone in Washington may be responsible for his new attitude, which could be just for show. For, without fanfare, a week earlier, Ms. Denis made a hasty trip to the U.S. capital. Along came Pierre Espérance, the head of the reputable National Network for the Defense of Human Rights (French acronym RNDDH). Nothing leaked from the session they had at the State Department. That they were received by State Department officials, in itself, raises eyebrows.

What if the bigwigs in Washington, preparing for the Summit of the Americas next month in Los Angeles, feel that there will be problem inviting Ariel Henry to the conference? Would they be looking at ways to respond to those who accuse the American decision-makers of double standard, if not outright hypocrisy, in their foreign policy?

Will the Los Angeles powwow be a "Summit of Elected Officials?"

In response to stated intentions of some Latin American and Caribbean leaders that they may boycott the summit, if some countries are excluded, the White House stated the following: "President Biden hopes all the hemisphere's democratically elected leaders will join him in honoring a collective responsibility to forge a more inclusive and prosperous future. The decision to participate in the summit is, of course, the decision of each invited country." (*Politico*, May 11, 2022 by Nahal Tousi.)

Considering that, Haiti's Ariel Henry is far from being a "democratically elected leader," on what basis, will he be invited to the summit, which is scheduled to take place June 6-10, in Los Angeles, Cal.?

This, we think, is the reason for the sudden apparent change of heart in Haiti's Prime Minister who has shown himself conciliate to the point of calling Ms. Comeau Denis and inviting himself to her home. He wants to give the impression that he has gone the extra mile in trying to

forge an alliance with others more democratically inclined. Though no official statement was issued after the Henry-Comeau "tête-à-tête," it's learned, unofficially, that the Prime Minister offered 40% of the posts in a cabinet to be reshuffled to people of the Montana Accord.

In a video of an interview that Jacques Ted Saint-Dic, a member of the "Bureau de Suivi de Montana" (the Follow-up Office of Montana), had with star journalist Marie Lucie Bonhomme, he acknowledges that the "tête-à-tête," private conversation, with Ms. Comeau Denis is an opener for further discussion regarding



Nicolas Maduro of Venezuela, at odd with Washington, will be there

the situation of the country that can't continue as it is. In fact, discussions of a broader aspect are under way. Thus far, Montana has held on the position that



Juan Gaiadó of Venezuela, a Parliamentarian, not an elected President, could be there.

executive governance of the country should be shared between a President and a Prime Minister, as required by Haiti's Constitution. However, Prime Minister Henry has been saying he would turn power over to a president "elected by the people." A tall order!

With gangs controlling most of the land, even isolating the capital from the rest of the country, those in their right mind don't see any possibility of having free and fair elections in this atmosphere. Therefore, priority should be about dealing with the out-of-control gangs. For as long as these thugs, unchallenged, control most of the land, no elections are possible. Meanwhile, with the support of the international com-

munity, the U.S. in the lead, Dr. Henry continues his mismanagement of Haiti, a situation that could last for months, if not years, if the country manages to survive that long.

Can it be a Summit of the Americas with the possibility of boycott?

Back to President Biden's summit. As of writing on April 14, we didn't have the list of invited countries. But there was no lack of reactions concerning possible exclusions of certain countries by the Biden White House. "Nobody should exclude anyone," said Mexican President Andres Manuel Lopez Obrador, who had visited Cuba last month.

The word out is that the U.S. will exclude Cuba, Nicaragua and Venezuela from the Summit. At the urging of the U.S., Cuba was expelled from the Organization of American States (OAS), in 1962 after it had joined the Soviet bloc. As for Nicaragua, last month it announced its withdrawal from the hemispheric body, after Daniel Ortega came under criticism for sham elections in 2017, to keep him in power after nearly four decades. In addition, in April 2020, Nicolas Maduro pulled out Venezuela from the OAS, in protest against sharp criticism even from the organization's Secretary General Luis Almagro. Furthermore, the U.S. recognizes a shadow government in Venezuela, headed by Juan Gaiadó.

Unexpectedly, on May 10, Brazilian President Jair Bolsonaro, who was close to President Donald Trump, but not so to Joe Biden, has also announced that he may not show up at the Summit, if others are excluded. The populations of Brazil and Mexico account for about half of the 660 million in Latin America and the Caribbean. Therefore, a boycott by those two presidents would greatly diminish the inclusive nature of that hemispheric meeting which is hosted in different countries every three years, with the last one held in Peru four years ago. COVID-19 made it impossible to hold to the three-year schedule since the Summit was first held in 1994 at the urging of President Clinton.

And Ronald Sanders, the outspoken ambassador of Antigua and Barbuda to the U.S. and the OAS, castigating the U.S. for its deleterious policies to the region, said most CARICOM countries would boycott the Summit, if Cuba were not invited. He was speaking at a webinar co-sponsored by the Caribbean Policy Consortium and Florida International University's Kimberly

Green Latin American and Caribbean Center, according to the *Washington Diplomat*. (May 9, 2022 by Larry Luxner.) Moreover, Ambassador Sanders told *Politico* if Juan Gaiadó is invited to the summit that will definitely sour the CARICOM leaders.

Ambassador Sanders may represent the smallest member country in the OAS, with population under 100,000, but he's a very thoughtful thinker and among the most eloquent speakers in the OAS. What he told *Politico* is a quite fitting: "We talk about democracy. Democracy is about listening, it's about dialogue, it's about disagreement, and it is about dissent. But it's about tolerance as well. The United States is only one country



Daniel Ortega of Nicaragua no longer a member of the OAS.

in the hemisphere. It's the Summit of the Americas. It's not an American summit."

Regarding that Summit of the Americas, the Biden administration may end up having a diminished summit. We wonder whe-



Miguel Diaz-Canel of Cuba may also not be there.

ther Ariel Henry, an unelected leader, who inherited the shell of a democracy in Haiti, following the assassination, last July 7, of anti-democratic President Jovenel Moïse, will be among the honor guests of President Joseph Biden? Is that man, who is contested by the people of Haiti about whom he could care less, be the shining star of the U.S. administration that has fully embraced him?

A Haitian Ponzi Game raked in \$59 million, now Eddy Alexandre is jailed, on \$3 million bond, awaiting trial

In less than eight months, Eddy Alexandre was able to dupe thousands of people who invested as much as \$59 million in his

EminiFX cryptocurrency outfit, which promised to pay at least 5%, return on investment (ROI) weekly. He asserted that this would be done through a new technology that he said was a "trade secret," something he refused to reveal to the investors. The ROI could even reach as high 9.98% when investors didn't touch their money. There was a slogan, "Never less than 5%, never more than 9.98%."

Last Thursday, May 12, he was arrested in New York for the massive fraudulent scheme that has resulted in millions of dollars lost by those who rushed to get rich. He was released on bond of \$3 million, five co-signers, two properties, and his BMW. In house arrest in Valley Stream, N.Y., the 50-year-old Alexandre will be responsible for paying the guard, and not from the crypto fund. At trial, if found guilty of all charges, he could go to jail for 30 years.

That he was able to bilk people of such a huge amount in such time—from September 20, 2021, when he incorporated the company, to the first days of May—, is mind blowing. Through his website, registered that same day, twelve levels of membership were offered, including the Bronze package for investors of \$500 to \$2,499, and the Silver one for those investing \$2,500 to \$4,999. Levels of Gold, Platinum and others much higher remain a secret. Certainly, there must have been those who invested millions, otherwise, Alexandre couldn't have raked in \$59 within eight months.

There was much "bouche douce" (sweet-talking) at weekly meetings to get the investors excited in what was being offered by *EminiFX*. Read this from the complaint: "At several points during Alexandre's presentation, he represented (sic) that investors would earn at least 5% returns through *EminiFX* every week. Specifically, Alexandre stated that within five months they would double their investment. As an example, Alexandre said that if an investor were to invest \$10,000 initially, within five months they would have \$20,000. Alexandre also stated that if an investor invested \$1,000, they would be a millionaire within three years, as long as the investor did not make any withdrawals."

Alexandre operated mainly in the Haitian community, making presentations at churches and at other meetings arranged by his partners in crime that are yet to be ferreted out. Definitely, he couldn't have accomplished such a feat alone.

According to the criminal complaint filed against him in Manhattan federal court, Alexan-

Continued on page 14

NYC Health

Eric L. Adams
Majistra

Ashwin Vasan, MD, PhD
Manm Komisyon

Bonjou rezidan New York, èske nou te konnen **ID NYC** a kapab **ekspire?**

Renouvele kat nou an anliy pou nou kapab kontinye benefisye tout avantaj ID NYC yo, tankou rabè sou preskripsyon, pwovizyon, sante ak fitnès, elatriye!

id NYC

[NYC.GOV/IDNYC](https://nyc.gov/idnyc)

Lekòl Leta NYC

pale lang ou pale a

**Mande sèvis lang nan
lekòl kote pitit ou ye a!**

Pou plis enfòmasyon oswa pou bay
opinyon w sou sèvis lang:

schools.nyc.gov/Hello



NYC
Department of
Education

Translation and
Interpretation Unit

ÉDITORIAL



Rencontre Henry-Comeau : Autre prolongation du pouvoir de facto

L'air de rien, le Premier ministre de facto est un politicien matois. Après plus de neuf mois au pouvoir, il a surmonté toutes les difficultés mises sur sa route, réussissant à rouler dans la farine ses interlocuteurs politiques. Au moment où, d'ici et là, sa mise à l'écart était annoncée pour demain, ceux qui complotaient contre lui et qui croyaient lui porter le coup fatal se sont, eux-mêmes, retrouvés en perte de vitesse. En ce sens, les différents « accords », qui ont été trouvés, entre lui et les secteurs de l'opposition et de la société civile, ont évolué à son avantage. À la faveur de sa dernière rencontre avec Magali Comeau-Denis, son génie politique se donne une nouvelle occasion de s'imposer par la ruse.

Mises en veilleuse par lui-même, depuis au moins trois mois, les activités politiques ont été reprises, à son gré, avec la rencontre qu'il a eue, mercredi (11 mai), avec un des membres influents de l'Accord de Montana, consacrant ainsi la relance des négociations politiques interrompues le 14 février dernier. Le revoilà dans son rôle de chef d'orchestre politique, se donnant, le plus naturellement du monde, la responsabilité d'ajuster le rythme des discussions. De la sorte, si quelqu'un doit savoir à quel moment accélérer et quand taper sur les freins, personne d'autre que lui jouit de cette prérogative.

Aussi, au moment où l'on s'y attendait le moins, le Premier ministre de fait a-t-il jugé opportun de remettre les négociations sur les rails. Aussi, sans préavis, il fait signe à Mme Comeau-Denis, qui n'a point semblé hésiter à répondre positivement à sa requête de dialogue. Si, d'ordinaire, il impose le « déplacement des interlocuteurs auprès du chef suprême », c'est bien lui, cette fois, qui a débarqué « chez sa majesté ».

Lors d'une intervention, le lendemain de cette rencontre, sur Magik, Jacques Ted Saint-Dic, du Bureau de suivi de l'Accord de Montana, a expliqué l'événement, en ces termes : « (...) Le Dr Ariel Henry a jugé nécessaire de rencontrer un membre du Bureau de suivi de l'Accord de Montana, Mme Magali Comeau-Denis. Il avait sollicité la rencontre et Mme Denis l'a reçu chez elle. La conversation a duré près de trois heures. C'était une conversation pour la reprise formelle des contacts, en vue de discuter. C'était un déblayage de la situation, une compréhension commune de la réalité et ce qui peut

être fait ».

M. Saint-Dic a précisé qu'« une deuxième rencontre est prévue ce week-end ». Sans préciser s'il s'agit d'un face-à-face bilatéral ou d'une réunion collégiale.

Si les membres de l'Accord de Montana se lamentaient, en silence, d'avoir été relégués sur la touche par Ariel Henry et ne demandaient pas mieux que de répondre à l'appel de ce dernier, sans poser de conditions d'avance, de son côté, celui-là était disposé à se « courber » face à la nécessité de reprendre les discussions. La situation a dégénéré pour le Premier ministre de facto au point qu'il est devenu impérieux de faire la paix avec ses interlocuteurs et de donner l'impression que le dialogue tient toujours, surtout, ces jours-ci, au moment où se multiplient les magouilles autour d'une passe courte pour favoriser l'accès à la présidence provisoire à un candidat désigné par Joseph Michel Martelly.

D'aucuns pensent que l'urgence à laquelle se trouve confronté M. Henry s'explique par la tenue du prochain Sommet des Amériques, qui doit se dérouler en Californie, le mois prochain. Il se propose d'y participer, mais craint de se présenter les « mains vides », c'est-à-dire quasiment à couteaux tirés, sinon en désaccord, avec les secteurs avec lesquels il menait le dialogue, en vue d'arriver à une entente définitive pour résoudre la crise sociopolitique qui perdure. Le Premier ministre de fait ne souhaiterait pas se présenter dans un forum régional où il serait exposé à des parlementaires américains qui ne ratent jamais l'occasion de critiquer sévèrement sa mal gouvernance, mais surtout son illégitimité. Voilà des données qui le mettent en situation précaire, par rapport à l'administration Biden l'appuyant à son corps défendant, tandis que des membres importants de son propre parti vouent une opposition presque acharnée au neurochirurgien. En tout cas, celui-ci n'entend pas offrir à ses détracteurs de nouveaux arguments sur un plateau d'argent.

Mais, si le Dr Henry s'inquiète de ce que pourraient lui coûter les turbulences engendrées par les contradictions intersectorielles, sans trouver une vraie entente avec les acteurs politiques, avant de faire le déplacement, à Los Angeles, il a encore pire à redouter. Il semble que son étroite collaboration avec Michel Martelly, dont il est le vassal, revienne le hanter.

En effet, les dernières révélations, qui ont été faites récemment, autour de

ses relations souterraines avec l'ex-président-musicien, exposent la duplicité d'Ariel Henry menant une politique toute autre, par rapport à ce qu'il déclare à ses « partenaires étrangers » (CORE Group, Américains, BINUH), etc.) Sur ces entre-faits, il se présente, tout au moins, comme un traître. Car, donner l'impression d'œuvrer pour la mise en place d'un gouvernement intérimaire de consensus, alors qu'en réalité il s'applique à favoriser la présidence provisoire à un proche de Martelly équivaut à un « poignard planté dans le dos » des interlocuteurs, tel le groupe de Montana.

Élément toxique, politiquement et socialement, Martelly est tenu à distance par la communauté internationale, surtout, ces derniers jours, que certains de ses « partenaires en affaires » ont des démêlés extrêmement graves avec la Justice américaine.

À cette croisée des chemins, Ariel Henry se trouve à une phase dangereuse de sa vie politique, sa survie étant sérieusement menacée, comme il en a déjà fait l'expérience, depuis son arrivée à la tête de la primature. La question de son maintien au pouvoir se pose

dans toute son urgence. Dès lors, tous les compromis sont possibles. La rencontre qu'il a sollicitée — et qu'il a, de fait, eue — avec Magali Comeau-Denis, entre dans le cadre d'une nouvelle stratégie visant à assurer son maintien à la primature.

Toutefois, il y a un fait à retenir : se retrouvant, dans cet enchevêtrement d'intrigues politiques, de concert avec Sweet Mickey, le met dans une situation totalement défavorable, par rapport aux soi-disant amis d'Haïti. Cela constitue une bombe à retardement qu'il faut désamorcer immédiatement. La réconciliation avec les acteurs de l'Accord de Montana, dont mention positive est faite régulièrement, dans le monde politico-diplomatique américain, constitue un passage obligé. Dans ce cas, Ariel Henry est disposé à jouer le tout pour le tout. Jusqu'à ce que s'éclaircisse l'horizon politique.

Il se propose de mettre tous ses atouts à contribution, afin d'éloigner de lui ces nouvelles menaces, souhaitant renouer avec sa politique de « survie », au moment opportun. Autrement dit, la prolongation de son pouvoir.

HAÏTI OBSERVATEUR



Des nouvelles quotidiennes pour le peuple

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Haiti du Nord, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6404
12 Haïti CK Canada
12218 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir
de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Voltaire
13 K Avenue Faidherbe, 81 St. Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tel. (33-1) 43-63-28-30

ÉTAT-UNIS

1ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 73.00 US, pour six (6) mois
 120.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EURO\$, pour six (6) mois
 125 EURO\$, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en
francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandats bancaires

EDITORIAL



Meeting of Henry-Comeau: Another extension of de facto power

The de facto Prime Minister is a shrewd politician. After more than nine months in power, he has overcome all the difficulties put in his way, having succeeded in outsmarting his political interlocutors. At a time when, generally, his dismissal was deemed imminent, those who were plotting against him and who thought they would deal him the fatal blow, found themselves losing ground. In that light, the various “agreements,” which were found between him and the sectors of the opposition and civil society evolved to his advantage. The meeting he solicited and had with Magali Comeau-Denis is a genial political coup, providing himself an opportunity to impose his agenda. Indeed cunning!

There’s no forgetting that he’s the one who, three months earlier, had put on hold all discussions. But at his discretion, dialogue has resumed with the meeting last Wednesday (May 11) with one of the influential members of the Montana Accord, thereby relaunching political negotiations interrupted on February 14. He is back, playing the role of political conductor, assuming the responsibility of adjusting the pace of the discussions. Thus, he alone knows when to speed up the talks or slam on the brakes. No one else has that prerogative.

When least expected, the de facto Prime Minister saw fit to put the negotiations back on track. Without warning, he signaled to Ms. Comeau-Denis that they must talk. She didn’t hesitate to respond positively to his request for dialogue. Usually those entertaining any discussion with the “Supreme Chief” are the ones to make the pilgrimage to his office or home, but this time, he begged to come to “Her Majesty’s home.”

The day following the “tête-à-tête, Jacques Ted Saint-Dic, of the Montana Accord Monitoring Office, was being interviewed by Magik-9, explaining the event in these terms: “... *Dr. Ariel Henry deemed it necessary to meet with a member of the Montana Accord Monitoring Office, Ms. Magali Comeau-Denis. He had requested the meeting and Ms. Denis received him at her home. The conversation lasted almost three hours. It was a conversation for the formal resumption of contact leading to discussions. It’s called for by the general situation, a common understanding of the reality and what can be done.*”

Mr. Saint-Dic said that a second

meeting is planned for this weekend. He did not specify whether it would be a bilateral face-to-face or a collegial meeting.

As it is, the Montana Accord members, silently lamenting being sidelined by Ariel Henry, happily responded to Henry’s call, without setting conditions in advance. Henry, on his part, willingly bent over backwards to resume the discussions. For, the situation has degenerated to such a point that the de facto Prime Minister considers it imperative to make peace with his interlocutors. He should, at least, give the impression that the dialogue is still ongoing, especially these days, when there’s no lack of shenanigans in promoting the candidacy of a provisional president, at the urging of Michel Joseph Martelly, who has picked his president.

On the other hand, some believe that Henry feels the pressure to do something before the Summit of the Americas in California next month. He intends to attend, but fears that he may come up empty-handed. For he’s at loggerheads, if not totally at odds, with American sectors with whom the people of the Montana Accord are in contact, as they mull over a final agreement to resolve the ongoing socio-political crisis. The de facto Prime Minister would not want to appear in a regional forum where he would face American parliamentarians who never miss an opportunity to severely criticize his bad governance, especially his illegitimacy. This puts him in a precarious position, with the Biden administration which reluctantly supports him, while important members of the Democratic Party, the president’s own, are fiercely opposed to the neurosurgeon. In any case, the Prime Minister does not intend to offer his detractors new arguments on a silver platter.

Dr. Henry seems worried about what the turbulence generated by the inter-sectoral contradictions could cost him, were he not to find a real agreement with the political actors, before making the trip to Los Angeles. But he has much more to worry about from his close collaboration with Michel Martelly, his behind-the-scene boss, haunting him.

Indeed, the most recent revelations concerning his secret relations with the ex-president-musician expose the duplicity of Ariel Henry who’s pursuing a different policy from what he declares to his “foreign partners” of the CORE Group, including the Americans and BINUH, the United Nations Integrated

Bureau in Haiti. He’s coming across as a traitor, while giving the impression of working for the establishment of an interim government of consensus. But in reality, he’s promoting the provisional presidency of someone close to Martelly. That amounts to a “dagger in the back” of his interlocutors, such as the people of the Montana Accord.

A toxic element, both politically and socially, Martelly is being kept at arm’s length by the international community, especially in recent days, as some of his “business partners” in criminal activities are in extremely serious trouble with U.S. Justice, some having landed in federal jails in the last month.

At this crossroads, it’s a dangerous phase of Ariel Henry’s political life. His survival is seriously threatened, not anything new for him since he got into the Prime Minister’s Office. But there’s urgency about his continuing in the post. Therefore, all compromises are possible. The meeting he requested — and in fact had — with Magali Co-

meau-Denis, is part of a strategy to ensure that he remains in office.

However, other issues come into play, such as the tangle of political intrigues in which he finds himself, in alliance with Sweet Micky. That puts him in an unfavorable situation with the so-called “friends of Haiti.” It’s a time bomb that must be defused immediately. How else to accomplish that if not by an apparent reconciliation with the actors of the Montana Agreement, who are regularly mentioned positively in American political and diplomatic circles. All of a sudden, that step must be taken, the Prime Minister decides. And Ariel Henry is willing to play the whole thing for all it’s worth. Until all is, clear on the political horizon.

Therefore, he proposes to put all his assets at work to distance himself from all new threats and return to his policy of “survival” at this appropriate time. For, above all, what really counts is his maintaining power at all cost.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème-Éloge
Port-au-Prince, Haïti
Tél: (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12, Haïti OR Canada
12213 Joseph-Cassavani
Montreal H3M 2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir
de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Voltrun
13, K Avenue Faldethes, Rt Apt. 41
93310 Le Pré St. Gervais France
Tel: (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 975.00 US, pour six (6) mois
 \$1.60.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Prix rattachés au mandat postal en
francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/Etat _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Lesus les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire



Suite de la page 16

re pour garder un niveau de jeu compétitif. Ce qui était patent dans les deux matchs d'hier (dimanche) où le vieux Tigre a souffert pour arracher un succès (3-2) et les Archelois n'ont jamais trouvé la vitesse face à leurs adversaires très en jambes.

Le FC Arcahaïe, suite à ses deux défaites, est éliminé. Son vainqueur du premier match Vega Real de la République dominicaine, qui avait battu les Bleu et Rouge (2-1), vendredi dernier, a besoin d'un nul pour finir à la première place du groupe B, et

ainsi affronter le Waterhouse. Alors le VAC A toutes les chances de tomber sur le Vega Réal. Soulignons que le VAC mathématiquement n'est pas encore qualifié dans l'éventualité où son adversaire d'hier dimanche, Cavalier, causerait la surprise de battre, mardi soir, le FC Cibao, même par un score minimum (1-0). Un tel scénario reste inimaginable, mais la différence de buts du Volette (-3) fait que toute victoire de Cavalry renversait aussi prématurément le vieux Tigre, en Haïti.

Le football haïtien paie donc très cher cette crise causée par ceux de ces racketteurs apatrides

toujours tapis dans l'ombre, qui complotent toujours pour chasser à la tête de la FHF tous ceux qui ont une grosse passion et une solide compétence pour le faire avancer sur la route du progrès. Mais il y a toujours des bandits, des apatrides, des sans foi ni loi pour mener le sale combat. Signalons que, Ersno Lorrence, qui avait juré de « *kraze football ayisyen an plat atè* » était un bon planificateur de ces objectifs et plans concrétisés, lui qui, avec Monique André, Carlo Marcelin, Roosevelt Ducasse, Euberson Émile, Nono Jean-Baptiste, ont su trouver des oreilles mafieuses, à la FIFA, qui, comme en

1992, avec Me Jean Claude Nord, ou en 1998, avec le Dr Kyss Jean-Bart ont mis fin au printemps qui pointait à l'horizon. En football, comme en politique, l'argent sale tue !

Domage pour les dirigeants et joueurs du Volette, dont le président, Raynald Zraïk, les coaches Prinsime et Attimy, qui ont tant dépensé pour amener le vieux Tigre à ce niveau de jeu, dans l'idée de renouveler l'exploit de l'équipe de 1984, que dirigeait Charles Vorbe, assisté de Ralph Kernisan, bien soutenu par des dirigeants visionnaires, comme Bobby Duval et Craan. Espérons que le Volette puisse encore

sauver la qualification pour la demi-finale et réussisse à se réveiller pour décrocher l'unique billet pour les quarts de finale pour la Ligue des champions CONCACAF, encore à sa portée, et qui fait rêver à ce stade et mathématiquement encore possible en suivant les traces encore du Cavalry bafoué et trahi par les dirigeants de leur Fédération.

Domage pour Izo, si courageux, qui a tant investi pour amener cette ville historique, Arcahaïe, sur la carte internationale en lui donnant une belle équipe de football.

J.B.

Suite de la page 16

Nous nous empressons de vous rappeler que depuis 2016, avec l'apport des fonds substantiels à travers FIFA FORWARD – FONCTIONNEMENT (\$1,000,000.00 de dollars l'an), la FHF avait décidé en guise d'assistance aux clubs d'absorber le coût de l'affiliation annuelle à l'instar de la FIFA et de la CONCACAF qui tirent le montant de leur redevance annuelle directement.

Il n'est pas superflu de rappeler que dans le même ordre d'idées d'assister les clubs, la FHF absorbe également tous les coûts que payaient les clubs en terme de frais d'arbitrage et de supervision par des commissaires de match depuis 2016 également, mettant ainsi fin aux démêlés entre arbitres et dirigeants de clubs à la fin des matchs, étant entendu

que le faible niveau de recettes et d'entrée des clubs ne leur permettent pas toujours de répondre à temps à beaucoup de sorties de fonds.

De plus, la cotisation annuelle ou droit d'affiliation constitue un apport des clubs membres au financement du budget de leur fédération, budget qui est voté chaque année lors du congrès annuel ordinaire avant le début de la prochaine saison; quelle sera l'usage de ces fonds vu que vous n'avez pas présenté de budget pour les deux saisons 2021/2022 et surtout que vos fonds devraient être excédentaires ayant révoqué plus d'une centaine d'employés (Entraîneurs, cuisinières, personnels de soutien, professeurs d'école de Camp nous, Entraîneurs d'académies régionales, etc.) et vos charges ayant drastiquement diminué.

Or, il nous semble que les statuts invoqués (article 10) pour

solliciter cette cotisation annuelle existent uniquement lorsqu'il s'agit de faire pression sur les clubs mais sont en veilleuse quant aux obligations de la FHF sur la reddition de comptes, la tenue d'un congrès annuel, l'organisation des compétitions et de formations, le développement du football de jeunes, la préparation adéquate des Sélections nationales pour les compétitions internationales. Cela fait plus d'une année que nous n'arrêtons de solliciter de la FHF des documents tels que :

Le paiement aux clubs des fonds COVID 19 dont nous attendons le rapport d'utilisation Les Audits et rapports financiers pour 2020, 2021 et 2022

Les budgets pour 2021 et 2022 Le rapport de gestion de tous les fonds reçus de la CONCACAF : ONE CONCACAF 2021, ONE CONCACAF 2022, Gold Cup 2021

Les fonds reçus de la CFU pour droits de télévision des éliminatoires de la coupe du monde QATAR 2022

Les fonds éventuels reçus de l'Etat haïtien.

Malgré des demandes réitérées aucun de ces rapports promis d'ailleurs n'est publié, ni communiqué aux clubs affiliés.

La dernière interrogation est de taille : sur quel budget fonctionne la FHF qui justifierait le paiement en ces temps de disette, du droit d'affiliation qui était de 1500 gourdes la dernière fois qu'il a été payé en 2016 pour le faire passer subitement à plus de 15 fois sa valeur sans le budget voté par les clubs?

Dans ces conditions, il est à se demander quel budget les cotisations des clubs vont donc alimenter et de fait nous avons décidé, puisque nous les clubs nous n'avons aucun service, étant d'ailleurs dans cette pério-

de de totale inactivité où nous ne pouvons rien solliciter de nos membres, d'ailleurs démobilisés. Pour cela, nous nous abstenons de verser à la FHF les frais d'affiliation jusqu'à nouvel ordre et éventuellement lorsque le budget justificatif nous sera communiqué et en plus, approuvé par les clubs comme les règlements l'exigent.

Sachant que vous apprécierez la position et le fort désir de notre regroupement (qui représente une majorité des Clubs de D1 & D2 Masculins, Féminins affiliés à la FHF) à avancer dans la bonne direction et pour le plus grand bien de la communauté sportive haïtienne, nous sommes à votre disposition pour donner suite à cette correspondance et vous prions de recevoir, Monsieur le Secrétaire Général, nos distinguées salutations.

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 3

de chez eux à partir de lundi (hier 16 mai). Il fait une déclaration de guerre au « Commissaire Roger » ainsi nommé, qu'il traite de « *massisi* »

(homosexuel genre haïtien). S'agit-il du commandant de la Police de Croix-des-Bouquets? Qu'est-ce qui explique cette insulte publique ?

Et pourquoi ne s'est-il pas adressé directement au directeur général de la Police,

Frantz Elbé, qui a lancé une campagne tous azimuts contre les gangs ? (Voir l'article de Léo Joseph en page de garde, « *La Police nationale dévoyée à 40 %* ».

***La guerre en Ukraine, appui additionnel au président Zelensky; des retombées auxquelles Poutine ne s'attendait pas**

On ne s'attendait pas à la surprise du samedi 14 juillet, à Kiev, la capitale de l'Ukraine : le chef de la minorité républicaine, au Sénat américain, Mitch McConnell, se faisant photographe avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, félicitant les États-Unis pour leur appui inconditionnel. M. McConnell était accompagné des sénateurs républicains Susan Collins, du Maine, John Barrasso de Wyoming et John Cornyn du

Texas.

Tel qu'on l'avait annoncé, la semaine dernière, la députée (Congresswoman) Nancy Pelosi, présidente de la Chambre basse, au Congrès américain, à la tête d'une délégation qui accompagnait l'épouse du président ukrainien dans une ville frontalière de l'Ukraine et de la Pologne.

Il va sans dire que des messages clairs sont envoyés au président Vladimir Poutine, notamment que le soutien accordé à l'Ukraine contre l'invasion russe est sans limite. La guerre, déclenchée le 24 février, boucle son troisième mois. Alors qu'il s'agissait d'une opération éclair de 48 à 72 heures.

Assurément, Vladimir Poutine ne s'attendait pas à ce que la Finlande et la Suède, des voisins de la Russie et de l'Ukraine, qui gardaient une

posture neutre, vis-à-vis de l'OTAN, se seraient décidés à entamer des négociations visant leur adhésion à l'OTAN, précisément pour se prémunir contre une éventuelle attaque russe semblable à celle dont l'Ukraine est présentement victime.

Pierre Quiroule II

17 mai 2022

raljo31@yahoo.com



Frantz Photo & Video Studio
 Phone: 718-953-4990 / 917-513-2118
 843 Franklin Ave. (Bt. Union & Prevue)
 FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Jean Charest lu par le Masque de Jean à deux faces

LIBÉRAL EN BAS-LIEUX CONSERVATEUR EN HAUT LIEU ?

Par Dan Albertini

Entre (), le 20 mars 2020, une note conjointe sur la santé les services sociaux dans le contexte de la COVID, et l'isolement. Il est carrément suggéré que la femme et seulement les femmes sont victimes de violence conjugale mâle. Nulle femme ne violente ni d'homme violenté mis en contexte. Et pourtant au Canada, et dans cette province, il y a le mariage pour tous, entre deux femmes, illustré dans les livres d'enseignement de compétences du PDSB, il y a des situations. Entre deux hommes aussi. Qui est la victime, si ce n'est de la discrimination orientée par induction, fermons-les ().

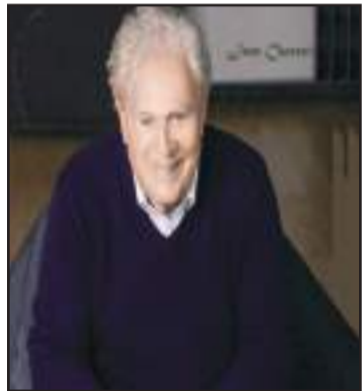
Dois-je hésiter, Jean Charest 2022, après l'avoir signalé vainqueur en 2003, nouveauté ou ancienneté, après tant de scandales, mais surtout après la faillite du QC branché promis ?

Jean Charest vu par son masque, doit-on le rencontrer pour se l'expliquer ? DIALOGUE

Si nous partons d'une promesse politique, par exemple, d'« un Québec branché » où votre gouvernement a, d'après Christophe Jost (Trace, Suisse), retenu ses services pour ce faire, tout en lui imposant la résidence au Québec comme condition sur la notion du contrat, pour la CSST, d'abord. Le citoyen a découvert le vide en la matière, après votre

départ du pouvoir, que peut alors espérer un Canada qui a accès à cette immense richesse et ne sait encore sa valeur pour pouvoir occuper au minimum un 5^e rang mondial de l'économie en transit. Pourquoi le PC vous croira apte à lui offrir : d'abord ce gouvernement, puis cette croissante, quand la Chine l'a démontrée, l'Inde idem ?

Conservateur transfuge libéral sur appel provincial, en quoi,



Jean Charest

l'après Kim Campbell.

Quels seraient alors vos rapports avec le Québec où vous étiez déjà Premier ministre, afin de renforcer le Canada par cette voie ? On soutient l'homme avoir des acquis sur Kyoto.

Qui est, en 2022, l'homme du plan Macerola dont l'axe diplomatique du Québec ?

Nul n'ignore la faillite onusienne au point qu'un pays comme le Canada calque la marche de l'ultra vires américain, *bypassant* engagements onusiens et autres. Vous êtes, d'après le **plan Mace-**

rola, après 2003, d'une diplomatie québécoise influente, qu'en serait-il pour le PC avec vous, si vous y accédez à la chefferie, ensuite à la primature, par voie d'élections générales, tandis que le PC vous avait vu perdre, face à l'inexpérimentée qu'était Kim Campbell ? Quelle différence aujourd'hui ? *Tourjours au dialogue simulé.*

En quoi consistera une nouvelle diplomatie canadienne, d'abord si vous prenez la régie du PC avec une influence et des anciens contacts politiques locaux et voisins, ensuite si le gouvernement Trueau perdait son chef, à la merci de séismes internes vous facilitant la tâche pour faire *noyer* le gouvernement transitoire ? Simulation réelle vs B Landry 2003.

Parlons-en affaires économie finances, dans les termes du développement réel, au moment où le voisin immédiat de la ZLÉA se propose de vendre du gaz de schiste à l'Europe, spécifiquement pour le Québec, qui se prétend si environnementaliste, peut-être autant ou plus que Gore le démocrate. Constatons que le Canada s'est vu, critiqué par le même J Biden dans sa décision sur la révocation d'une partie de Keystone, et aussi critique sur le sable bitumineux de l'Alberta. Je plaide : « *Il sait comment mener de grands projets à bien, à l'instar du projet d'oléoduc qu'il a réussi à mettre en place* ». Quels sont vos atouts pour profiter de cet espace favorable, compléter rapidement et combler les retards, voir le Canada une plus grande puissance énergétique. *Je prends à témoin le livre de Paul Michael-Wihbey : The rise of the new oil order, paru en 2009.* Qu'en dites-vous ? Ed Stelmach avait fait le pari par China Pétroleum, en ce temps-là.

Canal Saint-Pierre-et-Miquelon en litige avec la France: *statu quo*, pétulante dynamique ? Nouvelle coopération avec l'Afrique, particulièrement là où Paris perd le pied en faveur de nouvelles émergences, quel serait votre Canada coopérant : *affrontement ou abandon ?*

Est-ce mieux le considérer sur la route du cinéma parce qu'il n'a que ce scénario ?

Le Rapporteur spécial de l'ONU sur la question du raciste systémique au Canada et au Québec, que vous connaissez si bien, pour avoir été le Premier ministre as-

sez longtemps, y a-t-il du nouveau dans votre approche quand Justin Trudeau a poussé assez loin le dossier, par rapport aux torts subis par les autochtones du Canada, dans les affaires d'orphelinats et de déplacements acculturés forcés d'enfants et de femmes des Premières Nations, à tel point de découvrir des cimetières cachés autrefois par l'église même, et par le politique ?

Dans le dossier connexe, par rapport à Québec, dans l'application de traités concernant le statut de protégé en vertu de la convention, dans le reste du Canada, cela se fait en accéléré, même, et au Québec, à votre époque, paraît-il aussi. Comment voyez-vous cette asymétrie appliquée par le gouvernement Legault dans le cadre de RI canadiennes sur le sujet, n'accueillant pas la famille de réfugiés admis au Canada, trois ans après, tandis qu'il dit favoriser le citoyen européen et francophone avec l'application de quota, il ne respecte pas l'accueil et le regroupement familial conséquent ? *Charest est-il là Irish canadien ?*

Les prix explosent : le logement, l'immobilier, le panier d'épicerie, le transport, les taxes, les automobiles, les études. Quelle réforme pour garantir le citoyen, la justice ? *Silence !*

Que sont les commentaires de la presse locale sur le sujet Charest à Ottawa : « » (Journal de Québec) ; « » (Journal de Montréal) ; « *Charest n'a pas mis fin aux pluies acides* » (QUB) ; *Chefferie conservatrice : la longue expérience et les quelques casseroles de Jean Charest* » (Le Devoir) ; « » (La Tribune). Laurence Tôth restera-t-elle le nom que l'on citera, même pour les passifs démêlés de *Jean de l'Estrie*, sa campagne affairée sur Twitter Facebook LinkedIn, porte à croire à une communication à sens unique. Fait déjà acquis, Charest Jean se vend déjà des **adhésions**, à partir même de son portail de communications numériques. Cela rappelle-t-il la méthode l'homme le produit, l'erreur ? L'effet inverse, s'il perd, sera-t-il candidat député ? Il y a en outre la tache indélébile : démission (1990) pour ingérence (affaire juge . *Vase communicant ?*

De l'Observatoire du dies, voit-on son ombre cachée ou son profil projeté ?

Question impérative, mais tardive, vous voulez revenir en poli-

tique fédérale, après avoir été ministre de Brian Mulroney, il y a de cela plus de trente ans, ensuite d'une défaite à la chefferie, vous êtes récupéré par le PLQ, de là Premier ministre qui a évincé B Landry. Maintenant, quel défi ou pour quelle mission ? *Cacher le passé ou garantir l'avenir !*

En fait, : « *Jean Charest a répondu présent lorsque le Canada avait besoin d'un leader de la cause fédéraliste lors du dernier référendum et il a réussi à mener les forces fédéralistes vers la victoire* ». Vous étiez alors du scandale des commandites de ce fait, pourquoi vous faire confiance avec tant de scandales?

Vous aviez des acquis, certes, mais ces scandales majeurs aussi.

Est-ce mieux le considérer sur la route du cinéma parce qu'il n'a que ce scénario ?

Pour terminer, vous, par votre plateforme numérique, dites, et cite : « *Le temps de la politique amateur est révolu. Notre démocratie est en jeu...* ». Alors, E O'toole est cet amateur, pourquoi lui avoir fait confiance avant et deux fois aux élections générales?

Ensuite, qui a mis la démocratie en jeu : Justin Trudeau, Legault, Biden..., qui ? *Merci.*



HAPPENINGS!

Continued from page 1

dre invested a small amount of the money he got from investors in stocks and registered losses of about \$6 million. That was never reported to the investors. However, he transferred \$14.7 million to his personal bank account.

A high style of living from a grand scale theft of people's money

He lived high of the hog with the money of the investors. For example, he bought himself a BMW for \$155,000 and spent some \$13,000 extra in car payments, including to Mercedes Benz. Without mentioning which relative, the defense offered, as part of the bond for his release, a relative's home worth \$600,000, probably money he had invested in someone's else's name.

Trying, no doubt, to assuage his conscience, Alexandre some charitable work by promoting Partners in Health in Haiti, which, in 2013, inaugurated the \$17 million hospital in Mirebalais. No money disbursement is mentioned. In publishing that information, *Inner City Press*, the only news organ in court on Thursday at the defendant's booking, said it dug up that information on the internet. It also noted that Laurent Lamothe follows the defendant on social media, intimating that the two have been in contact.

As is known, Lamothe, former Prime Minister in the government of Michel/Michael Joseph Martelly, appears in the Panama Papers as one who has millions of dollars in offshore accounts. He, along with Martelly and the latter's son Olivier are reportedly involved in the heist

and mismanagement of the \$4.2 billion PetroCaribe Fund. One wonders if some of their millions went into Eddy Alexandre's operation.

Based on the complaint, as of May 4, 2022, the *EminiFX 2914* account had a balance of \$35,000,000. Some investors, the complaint states, "have successfully withdrawn funds from the *EminiFX* platform." However, others are in the lurch, as the complaint states: "It appears that the only way that *EminiFX* can fund investor withdrawals is by using the funds of existing investors, or the funds of new investors, in a Ponzi-like fashion."

A Ponzi game, not unlike those of Bernie Madoff and of J.B. Aristide

There I's said, the Eddy Alexandre scheme is a Ponzi operation set up to steal people's

money. It's not at the level of what Bernie Madoff's national theft carried out over 17 years, involving as much as \$17.5 billion, or \$65 billion when fictional profits are included. But \$59 million extorted mainly from the Haitian community in about eight months is a record. Hopefully, some investors will be able to recoup some of their losses, whatnot with the \$35,000,000 still in the *EminiFX* account that's been frozen.

Certainly, in a country of law and order, there's possibility for some redress. For example, as of September 2021, total payouts to 31,000 victims of the Madoff's scheme amounted to more than \$18 billion, said the U.S. Justice Department. By the way, Bernard Madoff died last year, on April 15, in a hospital at a federal jail in North Carolina, while serving a 150-year jail sentence imposed in 2009, after his arrest in December 2008.

This leaves a bitter taste in my mouth when I think about the Ponzi-like game that Jean-

Bertrand Aristide played with Haitian investors, some of whom impoverished themselves by taking second mortgages on their homes, and others investing all their savings in the deceptive "Cooperatives" scheme that the priest-president had set up to steal millions, under the guise that it was "Capitalism for the poor" with the fraudulent promise that their investment would generate 10% monthly.

Notwithstanding the extent of corruption in Haiti and impunity its corollary, Aristide, now listed, in Google, as having a fortune of \$800,000,000, must retribute what he has stolen. He shouldn't be allowed to throw some crumbs at the Haitian people in the form of a so-called university bearing his name as atonement. Justice must reign in Haiti. May he be the example to get the ball rolling in the other reported swindling cases.

RAJ
18 May 2022
at raljo31@yahoo.com.

A Haitian Heritage Month event in Italy

Tomorrow, May 18, is Haitian Flag Day, that gave birth to Haitian Heritage Month, which was featured in the HAPPENINGS section last week. But that tradition, which began in the U.S. on May 18, 1998, in Boston, now celebrated in several cities in America, is gaining traction in distant shores, like in Italy.

It took a daughter of Haiti, Carline Desgrottes Desrosiers, in alliance with popular DJ Roberto DelleDonne, to get the plaza in Gossolengo alive last Saturday with Haitian music, as Haitian Heritage Month was being celebrated in Italy, thanks to the sponsorship of BIP, a bar overlooking the plaza that belongs to the two brothers Mauro and Marco.

"This was the first year, but we expect to make this event an annual occurrence, as I continue to spread Haitian culture wherever I go," said Ms. Desgrottes, a former New Yorker, who chose Italy as her home and proudly talks about her grown son who considers himself a hybrid Haitian-American-Italian.

With more like Carline Oriol Desgrottes in several parts of the world, Haitian Heritage Month is bound to get the recognition it deserves. For, it took unsurmountable courage for our ancestors to do what they did, beginning on

August 14, 1791 with the "Bois Caïman" (Cayman Wood) ceremony, in the vicinity of Cap-Haïtien, to unleash the rebellion which culminated with the declaration of independence on January 1, 1804.

But before that solemn Janua-

Port-au-Prince, where the leaders of the various groups of former Black slaves joined their cousins, the freed Mulattoes, to hammer the unity agreement to fight the French colonists under one flag, the red-and-blue. It was created that day, by Jean-Jacques Dessal-

parts to Catherine Flon, the seamstress of independence, who sewed them together. And Desalines became the general in chief leading the fight to freedom.

That May 18 Congress, forever consecrated in the motto on the flag, "L'Union fait la force," was responsible for the United States becoming the country it is. For, seeing the writing on the wall, Napoléon Bonaparte, who was negotiating with the leaders of the new American nation, to sell the port of Louisiana to them, decided to sell the whole Louisiana Territory for the equivalent of \$15 million. Not to give credit to the unity Congress of the Haitians at Arcahaie for his decision, Bonaparte asked that the sale be backdated to April 30, 1803. For those who are unaware, the Louisiana Territory comprised that vast expanse of land west of the Mississippi River, all the way west to the Rocky Mountains, and from the Gulf of Mexico in the south to the Canadian border in the north, 14 states today.

On November 18, six months to the day, the mighty French army of Napoléon Bonaparte was defeated by the ragtag army of former slaves and freedmen, at the Battle of Vertières, near Cap Français, the French capital in the

New World, which became Cap-Haïtien, Haiti's second major city, after the capital of Port-au-Prince.

* Flag Day to be celebrated on a grand scale in Savannah, Georgia!

It's tomorrow, Wednesday, May 18, that LHADAN, the Washington-based organization, in collaboration with the *Taino Haitian Women Organization*, will hold two major events in Savannah to celebrate Flag Day, while remembering the "Chasseurs Volontaires de St. Domingue," the precursors of Haitians who, under French command, fought at the Savannah Battle in 1779, along Union troops against the British colonists.

Those who missed the story in the edition of last week can still find it on page 7 of the last issue of the paper, under the heading "Major activities this Haitian Heritage Month and Flag Day."

For more information about that event, the slogan of which is "Resetting the Clock," call 609-356-6045; email is info@lhadan.org, and the website is www.LHADAN.org

RAJ
raljo31@yahoo.com



Carline Oriol DesGrottes and Roberto DelleDonne

ry 1st, there was May 18, 1803 at Arcahaie, some 20 miles north of

lines tearing the white from a French flag and handed the other

TE CHO PA ASE

Gen tretman kont COVID-19 ki disponib. Tretman an rete sentòm grav viris la epi redui risk pou entènè lopital. Li mache pi byen lè ou kòmanse li kou w vin malad.

Tretman COVID-19 yo pa ranplase vaksinasyon.

Si ou gen COVID-19, rele doktè ou.
Si ou pa gen doktè, rele **212-268-4319**
pou yo evalye ou pou tretman.



NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY

NYC
Health

Eric L. Adams
Majistra
Ashwin Vasan, MD, PhD
Mann Komisyon

ATTAQUE INITIALE CONTRE LA CONTREBANDE À LA DOUANE

Le DG de l'AGD signalé

Le visa de Romel Bell révoqué par l'ambassade des USA

Suite de page 1

de Washington, révoque le visa du directeur général, pour « *trafic illégal d'armes* », il y de quoi donner à penser aux trafiquants.

Selon une information livrée par l'organe de presse en ligne *L'informateur*, confirmée par d'autres, citant une source hautement confidentielle et fiable, Romel Bell ne peut plus effectuer de voyage aux États-Unis ou de faire escale dans ce pays, parce qu'il est accusé de trafic d'armes illégales. Une information on ne peut plus importante, et qui fait croire que cela n'est qu'un début, dans la lutte contre l'insécurité entretenue systématiquement par les gangs armés, dont les fournisseurs en armes et munitions sont les hautes autorités politiques, toutes catégories confondues.

Il faut retenir que cette mesure contre M. Bell survient, à peine deux semaines après l'expulsion de Germaine Jolly, surnommé Yonyon, par les autorités judiciaires haïtiennes, aux États-Unis, où il est

inculpé pour kidnapping contre rançon, blanchiment d'argent et contrebande d'armes illégales.

Cela amène à conclure, objectivement, que le vrai chef de « *400 Mawozo* », dans le cadre de son interrogation, par les enquêteurs fédéraux, a fait des aveux permettant de bâtir une longue liste de personnes liées à ce trafic. Ce qui autorise aussi à conclure que l'implication de Bell dans ce trafic illicite, qui a pu être soutenu, depuis plus de dix ans, par les hautes autorités PHTKistes, a le potentiel d'attirer les gros ténors de l'administration publique, au plus haut niveau, dans les filets de la Justice fédérale.

Ceux qui se savent impliqués sont déjà mouillés

Aucun doute, ceux qui se savent impliqués dans la contrebande d'armes illégales doivent être concernés, car il y a gros à parier qu'ils sont déjà mouillés. Sans vouloir donner la frousse à quiconque, il faut se demander comment les gangs armés ont-ils pu être entrés en possession des armes de gros

calibres que même la Police ne possède pas.

En tout cas, la découverte de cargaisons d'armes et de munitions, dans des containers débarqués, aux différentes installations douanières haïtiennes, à plusieurs points du pays, surtout aux Gonâves, Saint-Marc, Port-au-Prince, Lafito, fait toujours la une, dans la presse, en Haïti, sans jamais donner de suite. En dépit du tapage orchestré autour des arrivées clandestines, de ces marchandises, leurs propriétaires ne sont jamais clairement identifiés, ni les suites légales obligatoires données à ces découvertes. Il s'agit d'un « *kase fèy* » éternel rendu possible parce que la contrebande d'armes illégales est l'apanage des hommes et femmes du Palais national et de leurs alliés politiques. C'est pourquoi les membres de la communauté des gangs armés ont toujours dénoncé leurs fournisseurs d'armes et de munition en la personne de sénateurs, de députés ou d'autres gros potentats évoluant dans les milieux décisionnels du pouvoir.

À cet égard, on se rappelle, d'heureuse mémoire, que Laurent Lamothe, alors Premier ministre, sous Michel Martelly, avait fait une commande de mitraillettes Galil, en Israël, pour la Police nationale, qui, pourtant, n'avait jamais réceptionné une seule de ces armes. Par la suite des bandits déclaraient avoir reçu des armes, remises directement par les membres hauts placés de l'Exécutif, ou bien par des sénateurs ou députés se faisant passer pour des représentants de Lamothe, ou de Martelly.

Romel Bell, le patron de l'AGD, livre les laissez-passer

Directeur général de l'AGD, Romel Bell exécute les ordres reçus du Palais national et de la primature. Mais certains hommes d'affaires se font livrer des laissez-passer pour leurs « *containers remplis de marchandises* » dont la livraison se fait « *sans inspection* », d'ordre du DG Bell, agissant pour le compte du Palais national. Quant aux puissants hommes d'affaires, qui sont dotés de l'autorité

de donner des ordres de retraits de leurs containers, directement aux agents douaniers, sans passer par DG Bell, ils ont la possibilité de faire remorquer leurs containers remplis de marchandises de toutes natures, y compris armes et munitions, de connivence avec le DG de l'AGD.

S'il est possible que l'action prise contre Romel Bell aille au-delà de la révocation de son visa d'entrée aux USA, il faut s'attendre à des rebondissements intéressants dans le dossier de la lutte contre la contrebande d'armes.

Il faut suivre de près l'évolution de ce dossier, car avec Eddy-One (Éliobert Jasmin), Yonyon (Germaine Jolly) et le policier Alex Mompremier, co-accusé d'Eddy-One, aux mains des autorités fédérales, il y a fort à parier que les autorités judiciaires fédérales ont fait une pêche fructueuse en matières de personnes dénoncées quant à leur rôle dans le trafic de drogue, aussi bien que dans la contrebande d'armes et de munitions.

L.J.



Les clubs haïtiens battus aussi en République dominicaine

RIEN NE REMPLACE LA COMPÉTITION, VÉRITÉ ÉLÉMENTAIRE, L'ABC MÊME DU SPORT

Par Jacques Brave

Pour la énième fois, en deux ans de suite, le football haïtien risque de sortir la tête baissée, humilié d'une compétition sportive déroulée à côté, en République voisine. C'est déjà une honte, une gifle pour Haïti, pour les dirigeants politiques passés de ce pays que des équipes haïtiennes de football, filles ou garçons, soient dans l'obligation de franchir la frontière, depuis quelques années.

Cette fois ci, en Coupe des clubs champions de la Caraïbe, ce sont des équipes phares du football haïtien, ces dernières années, qui font l'humiliante épreuve de se faire battre là-bas. Il est vrai qu'au niveau clubs le

pays voisin a progressé rapidement depuis le lancement de sa ligue professionnelle; les moyens

ne manquant pas pour attirer et recruter de vrais pros. L'équipe du FC Arcahaïe, l'une des meil-



L'équipe de l'Arcahaïe.

leurs du pays, ces dernières années, a été ainsi éliminée, après une seconde défaite, dimanche soir, face, cette fois, au Waterhouse (2-0). Les Jamaïcains ont marqué un but par mi-temps, le premier. À la 22e minute et ont réussi un second, en fin de match (2-0).

La rencontre fut d'un assez bon niveau, qui confirme les récents progrès des clubs de la Caraïbe, mais malgré le support constant d'un groupe de fans haïtiens, les Archelois, qui ont dominé dans la possession du ballon, n'ont jamais pu élever le rythme et la vitesse d'exécution nécessaire pour traverser le rideau défensif des Jamaïcains. Ceux-ci ont eu le bonheur de marquer après le premier quart d'heure, ce qui

leur a permis de se regrouper rapidement dans leur moitié de terrain et de bien barrer la route aux Haïtiens. C'est ce qui arrive à toute équipe qui manque cruellement de compétition. Ces derniers ont paru lents, constamment pris de vitesse. Pourtant, les dirigeants des deux clubs haïtiens ont fait de gros sacrifices financiers pour maintenir leurs formations à l'entraînement pendant la longue période d'inactivité du football haïtien, disputant, même pour le Violette, deux tournois amicaux, au Cap et à Saint-Marc, et pour l'AFC remportant même la récente Coupe Amanyi, mais 10 ou 15 matches amicaux en presque trois ans, de juin 2019 à mai 2022, sont loin de suffire

Suite en page 12

LA FINALE DE LA COUPE DE FRANCE L'Haïtienne Shelsie Surpris a disputé le tournoi

Par Jacques Brave

Le fait mérite d'être signalé car il n'est pas courant ; une footballeuse haïtienne a disputé la finale de la coupe de France de football féminin; Shelsie Surpris défenseuse de la sélection nationale féminine a disputé ce week-end la finale de la Coupe de France 2022 contre le PSG.

La finale de la Coupe de France est un des événements les plus protocolaires et prestigieux dans le calendrier du football français auquel assistent les plus hautes autorités politiques du pays y compris le président de la République française en personne.

Avec l'équipe D'Izeure, qui fait partie de la D2 française, Shelsie Surpris est une jeune footballeuse de 22 ans, dont les parents vivent au Texas, aux USA, et qui avait même été sélectionnée dans l'équipe nationale U17 des USA. Diplômée de

l'université du Texas, elle est la fille du Dr Surpris, un médecin émigré depuis longtemps au pays de l'Oncle Sam.

Elle a rejoint la Sélection nationale féminine d'Haïti, après un test réussi, en décembre 2019, avec Camp Nous, au Centre FIFA Goal; l'entraîneur national féminin, Laurent Mortel, l'a tout de suite adoptée et a même facilité son départ en Europe, où elle a signé dans l'équipe de Soyau, alors en D1, avant de devenir membre de l'équipe de Yzeure, en D2, une formation qui a fait un parcours exceptionnel, cette saison, en Coupe de France. Shelsie a particulièrement brillé au poste d'arrière droite et s'est imposée comme une pièce essentielle de l'équipe.

Mais, hier, face à l'équipe galactique du PSG, qui a monté, depuis trois saisons, une grosse formation, pour concurrencer l'Ol, Yzeure, n'avait que son courage et son enthousiasme à

opposer. Ce qui était peu pour résister à cette belle machine



Shelsie Surpris en action.

parisienne, au stade de France, concédant une lourde défaite (8-0).

Cependant l'exploit rare d'une Haïtienne disputant la finale de la Coupe de France, après

avoir éliminé des clubs de D1, dont le stade de Reims, en demi-finale, mérite d'être souligné, d'autant que ce n'est pas tous les jours qu'un Haïtien ou Haïtienne joue la finale de la cette prestigieuse compétition, la Coupe de France.

Shelsie, comme à l'ordinaire, s'est battue, mais la cadence infernale imposée par le PSG, bien emmené par sa star Katoto, était très au-dessus des moyens de l'équipe de notre compatriote qui a couru partout, sans réussir à colmater toutes les brèches créées par un adversaire qui jouait à un ton très au-dessus.

À cet égard, il faut rappeler, il y'a quelques décennies, vers les années 60-70, Claudel Legros, lors capitaine de l'équipe d'Haïti, avait fait aussi un parcours de rêve avec l'équipe d'Angoulême, en Coupe de France, et tout Haïti s'était enflammée à chaque tour franchi par l'inoubliable défenseur cen-

tral haïtien.

Chelsea n'est pas très connue en Haïti, parce que n'étant pas formée à Camp Nous, mais le fait de disputer la finale de Coupe de France mérite d'être monté en épingle, d'autant que le commentateur du match n'a cessé de mentionner la défenseuse haïtienne, à chaque fois que le ballon arrivait dans la zone d'évolution de Shelsie Surpris.

Avec Danielle Étienne et Pierre Jérôme, Shelsie fait partie de la légion américaine faisant partie de l'équipe nationale féminine.

Notons que la préparation physique du PSG, vainqueur de la Coupe de France, actuelle championne de France, est assurée par l'ancien préparateur physique de toutes les sélections nationales masculines et féminines haïtiennes, de 2015 à 2020, le Français Sébastien Lopez Guia.

J.B.

Lettre à la Fédération haïtienne de football (FHF)

Haïti, le 15 Mai 2022

Le football haïtien enfoncé dans une crise, qui menace sa survie, les clubs nationaux croient le moment opportun d'adresser cette lettre aux autorités de ce sport. Il semble qu'une précédente correspondance n'ait produit aucun résultat, alors que la situation s'est aggravée davantage. Les auteurs de ce document la nation

en témoin des justes revendications ici véhiculées.

Monsieur Carlo Marcelin
Secrétaire Général
Fédération haïtienne de football

Monsieur le secrétaire général, Nous, clubs signataires de la présente, sous le label de la solidarité des clubs affiliés à la Fédération Haïtienne de football (FHF)

avons pris connaissance de la correspondance qui a été envoyée aux Clubs affiliés de D1, D2 et D3 relative aux paiements de la cotisation annuelle.

Tout d'abord, nous vous saurions gré de nous excuser du retard mis à répondre à cette missive ; mais vous comprendrez que nous avons mis du temps à nous assurer de l'authenticité du document reçu vu que ce genre de rappel administratif est de la

compétence et doit émaner, suivant les règlements généraux, du Secrétaire Général, et jamais du Comité Exécutif vu que le Secrétaire Général a la charge de tous les comptes de la FHF ; bien plus, fait encore bizarre, la missive a la signature effective d'un (1) membre du Comité ; l'autre signature au bas de la correspondance étant un paraphe non personnalisé en lieu et place de l'autre membre du comité, Mme

Monique André.

Nous nous imaginons que le Secrétaire Général et Mme André étant dirigeants de la FHF depuis plus d'une décennie sont parfaitement au courant des normes statutaires et savent que ce genre de démarche est de la compétence exclusive de l'administration donc du Secrétaire Général qui en a la responsabilité au niveau de la FHF.

Suite en page 12